

BILAN IPEMED

2006 - 2016



IPEMED

• INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN •

CONSTRUIRE LA MÉDITERRANÉE DE DEMAIN



**DE LA MÉDITERRANÉE MARGINALE
À LA MÉDITERRANÉE CENTRALE**

■ 10 ANS AU SERVICE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE	4
■ ÉDITORIAL	6
■ UNE RÉGION EUROMED À INTÉGRER EN PROFONDEUR : LE PROJET 2006-2016	8
■ L'IPEMED, DES IDÉES POUR AGIR	10
01 Rendre possible une intégration euro-méditerranéenne en profondeur	12
02 La convergence par la coproduction	14
03 Un partenariat énergétique régional autour d'une Communauté méditerranéenne de l'énergie	16
04 Relever les défis de l'eau à travers une Agence méditerranéenne de l'eau	18
05 Sécurité alimentaire et développement durable : l'impératif d'une politique commune	20
06 Pour le financement et la sécurisation des investissements	22
07 Promouvoir l'ESS au bénéfice des populations	24
08 Pour une plus grande mobilité économique euro-méditerranéenne	26
09 La santé, nouvel enjeu partagé, se place en haut de l'agenda politique euro-méditerranéen	28
10 Accompagner la numérisation : quelle politique euro-méditerranéenne ?	30
11 Libérer le potentiel de croissance de la région par un système de transports intégré	32
12 Vers un modèle touristique durable et inclusif	34
13 Un réseau international avec une base élargie de souscripteurs et de partenaires	36
■ L'IPEMED, AUX CÔTÉS DES ACTEURS QUI FONT LA MÉDITERRANÉE	38
Des événements pour décloisonner les idées	40
■ L'IPEMED, ACTEUR DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE	44
Dans les médias	46
Sur la toile	49
À travers ses publications	50
À travers son réseau d'experts	54
À travers son réseau d'entreprises membres	56
■ L'IPEMED, LE THINK TANK	58
Un outil innovant et participatif	60
Des instances paritaires pour une gouvernance plurielle	62
■ DE LA MÉDITERRANÉE MARGINALE À LA MÉDITERRANÉE CENTRALE : AN 1 DE LA VERTICALE	64
La Verticale AME	66
Un regard neuf sur l'Afrique : paroles d'acteurs	68

SOMMAIRE

10 ANS AU SERVICE DE



Création de l'IPEMED

AVRIL
2006



Lancement officiel de l'IPEMED au ministère des Affaires étrangères

OCTOBRE
2007

JUILLET
2008

L'IPEMED au sommet de Paris pour la Méditerranée



Deuxième réunion plénière de l'initiative 2IM pour l'investissement en Méditerranée à Rabat

JUIN
2009

Lancement du consortium de prospective « Méditerranée 2030 »

FÉVRIER
2010



Forum annuel organisé avec l'IACE à Tunis

DÉCEMBRE
2010



OCTOBRE
2011



Premier des ateliers pour la mise en place d'une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie

L'INTÉGRATION RÉGIONALE

FÉVRIER
2016



L'IPEMED fête ses dix ans et lance le projet de fondation internationale La Verticale

DÉCEMBRE
2015

Participation à la COP21 à Paris : organisation de plusieurs événements



MAI
2015

Réunion annuelle du COP : réponse à la consultation de la Commission européenne sur la PEV

Lancement de l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée lors du Forum annuel à Sousse

DÉCEMBRE
2014



FÉVRIER
2014

Au cœur du Salon International de l'agriculture 2014, l'IPEMED promeut l'agriculture familiale en Méditerranée



MARS
2013

Lancement de la dynamique « Dialogue 5+5 santé » à l'UpM



JUIN
2012

Petit déjeuner sur la contrainte carbone. C'est l'un de cinq petits déjeuners organisés cette année.



LE MOT DES FONDATEURS

PANAGIOTIS
ROUMELIOTIS
Président de 2006-2010



JEAN-LOUIS
GUIGOU
Fondateur et président
depuis 2016



DIX ANS CONSTRUISANT LA MÉDITERRANÉE DE DEMAIN

Les relations entre la Méditerranée et l'Europe ont connu, ces vingt dernières années, de nombreuses phases. La signature, en 1995, des accords de Barcelone a été porteuse d'espoir pour de nombreux défenseurs de cette alliance. En 2004, la faiblesse de ce processus, joint à l'entrée des PECO dans l'UE, poussait la Commission européenne à lancer une Politique européenne de voisinage. Pour la première fois, l'Europe se dotait d'une vision stratégique envers ses voisins. En 2008, l'arrivée du projet d'Union pour la Méditerranée fut une fabuleuse initiative qui a suscité beaucoup d'espoir.

En complément de ces initiatives institutionnelles, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED), créé en 2006, a été vu comme une solution alternative proposant une méthode singulière : encourager le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, tout d'abord, par l'économie.

L'IPEMED a donc été fondé il y a alors dix ans pour être un outil de réflexion et d'action au service de ceux qui contribuent au rapprochement des deux rives de la Méditerranée : chefs d'entreprises du Nord et du Sud, pouvoirs publics et communauté scientifique. Trois principes guident notre action : la prospective, l'intérêt général et la logique du capital qui est à l'œuvre.

Nous avons, tout d'abord, fait le choix de la démarche prospective. Avec ténacité, nous avons privilégié le temps long et l'analyse des tendances lourdes suffisamment solides pour construire l'avenir, car, selon la bonne formule de Fernand Braudel, « *l'avenir ne se prévoit pas, mais se prépare* ». C'est une de nos grandes forces et une spécificité. Au cœur de cette démarche, la montée de la régionalisation de l'économie mondiale et la mise en place des « quartiers d'orange ».

L'IPEMED a également souhaité travailler pour défendre l'intérêt général, pour proposer une intégration régionale en profondeur, répondant aux besoins des populations du Sud, et qui soit porteuse d'une

croissance durable, inclusive et riche en emplois. Ce choix nous a permis d'agréger de l'intelligence, de rassembler et non de diviser.

Nous avons choisi, enfin, de nous rapprocher des entreprises et d'analyser les stratégies industrielles qu'elles déploient dans la région. L'objectif étant d'accompagner une nouvelle dynamique partenariale « gagnant - gagnant » qui se développe. C'est la coproduction. Elle résulte d'une tendance lourde identifiée par l'IPEMED, celle du compactage des chaînes de valeur, du partage de la valeur ajoutée et du transfert de technologie.

Ces choix stratégiques nous ont permis de construire un outil performant, l'IPEMED, et un réseau de confiance et de compétences. Depuis dix ans, l'IPEMED a mobilisé plusieurs centaines d'experts, d'industriels et de politiques des deux rives partageant la même volonté de construire un avenir commun et de faire émerger une région euro-méditerranéenne plus intégrée. Nous avons, et nous continuons à le faire, agrégé de l'intelligence et de la passion.

Notre think tank a également produit des idées nouvelles. Ces travaux ont été appréciés par les administrations et par les entreprises.

Avec la mondialisation tous azimuts, la Méditerranée s'était retrouvée dans une situation marginale, de voisinage, notamment vis-à-vis de l'Union européenne. Elle redevient progressivement le grand carrefour des échanges entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. C'est la vision de Braudel de la « Méditerranée Monde ». La Méditerranée est également au cœur du projet La Verticale. L'avenir, c'est le développement économique vertical Afrique-Méditerranée-Europe avec une Méditerranée centrale.

Notre Institut porte désormais ce projet qui n'est plus une utopie. Il faut construire cette grande région du 21^{ème} siècle en soutenant l'IPEMED et la fondation La Verticale.

MIGUEL ANGEL
MORATINOS
Président du COP



XAVIER BEULIN
Président du CS



LE MOT DES PRÉSIDENTS

L'IPEMED, UN ACTEUR ORIGINAL ET UTILE À LA MÉDITERRANÉE

La Méditerranée est un espace en renouvellement profond. Avec ses richesses, son histoire et sa complexité, cet espace a besoin, aujourd'hui plus que jamais, d'une vision claire et partagée et des actions concrètes porteuses de sens et de prospérité pour les deux rives de la Méditerranée.

L'IPEMED s'y emploie depuis dix ans déjà. Tous les travaux engagés depuis sa création contribuent à façonner cette vision partagée d'un avenir commun. Méditerranée 2030 et le scénario de la convergence, la coproduction, la mise en place des filières, la Communauté Méditerranéenne de l'Énergie, l'Agence méditerranéenne de l'eau mais aussi la mise en place des financements innovants pour favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement ou l'accompagnement de l'Économie Sociale et Solidaire, sont autant de sujets sur lesquels l'IPEMED a élaboré des propositions concrètes, innovantes et partagées dans l'intérêt des deux rives.

L'originalité de l'IPEMED tient, d'une part, en sa méthode, structurée autour de trois démarches –la prospective, c'est-à-dire, le temps long, la logique du capital et l'intérêt général- et d'autre part, en sa capacité à associer à ses réflexions des acteurs venant du monde politique, de celui de l'entreprise ainsi que des chercheurs.

Ce triptyque est également reflété dans sa gouvernance avec la constitution d'un Comité d'orientation politique, d'un Conseil de surveillance et d'un Comité scientifique, organes très impliqués dans les actions de l'Institut.

Depuis sa création, le Comité d'orientation politique a eu pour mission d'éclairer la réflexion de l'Institut sur de sujets davantage politiques et de diffuser les idées sur la scène politique internationale. Le COP a notamment lancé des appels en vue d'un « droit à l'État de droit » ; il s'est penché sur les valeurs

qui ressemblent en Méditerranée et, après les printemps arabes, a entamé une longue réflexion sur les défis liés aux transitions en cours et sur le nouveau modèle de partenariat Nord-Sud à mettre en place. En ce sens, le COP s'est vu confier une mission par M. Schultz, président du Parlement européen, sur l'avenir des relations euro-méditerranéennes. Le COP a également participé à la consultation de la Commission européenne sur l'avenir de la PEV.

De son côté, le Conseil de surveillance porte la voix des entreprises, membres fondateurs de l'Institut. Pour l'IPEMED, les entreprises, par leur capacité à prendre des risques et à créer de la valeur, peuvent devenir la proue de la Méditerranée de demain. Le capital est déjà à l'œuvre. Il est au cœur du renouveau de ce modèle de partenariat Nord-Sud basé sur la coproduction. D'où l'importance de l'implication active du Conseil de surveillance afin de soutenir l'action d'internationalisation de l'IPEMED en mobilisant des entreprises du Nord et du Sud et de participer à la réflexion de l'Institut en apportant des éléments concrets au débat.

En associant acteurs économiques, politiques et scientifiques, l'IPEMED renforce sa capacité à être un « *think and act tank* ». Il élabore des analyses pertinentes et des recommandations concrètes au service de l'intégration économique en Méditerranée. Le résultat de cette démarche originale a été, par ailleurs, probant : la construction d'un réseau de confiance et des compétences avec des acteurs passionnés, engagés dans la construction d'un avenir commun et la promotion d'idées nouvelles basées sur un diagnostic partagé.

Après ces dix ans d'engagement pour la prospérité et la paix en Méditerranée, l'IPEMED propose un nouveau regard vers le Sud. La Verticale, Afrique-Méditerranée-Europe peut constituer le nouveau chapitre de l'histoire de notre Institut.

UNE RÉGION EUROMED À INTÉGRER EN PROFONDEUR : LE PROJET 2006-2016

► ACCÉLÉRER LA CONSTRUCTION DE LA GRANDE RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE : C'EST POSSIBLE

Depuis sa création, en 2006, l'IPEMED œuvre pour promouvoir, par l'économie, une intégration régionale « en profondeur » des deux rives de la Méditerranée.

Région en devenir, l'espace euro-méditerranéen est néanmoins traversé par des crises multiples qui ne permettent pas de voir les ébauches d'un tel rapprochement. Cependant, trois tendances lourdes sont à l'œuvre.

La régionalisation de l'économie mondiale. Après l'hégémonie de la mondialisation croissante (1980-2008), on assiste à l'émergence de grands blocs (ASEAN, ALENA) dans lesquels les industriels profitent de la proximité géographique (préférence pour les circuits courts) et de la complémentarité (des ressources et des biens et services produits) pour dégager des gains de productivité. Le capital est déjà à l'œuvre dans certains PSEM. Il met en place des dynamiques de coproduction dans des zones géographiquement proches, mais avec des niveaux de développement différents.

Des défis communs qui nécessitent d'une réponse collective. En Méditerranée, ces défis sont nombreux et demandent une mutualisation des efforts et des coopérations renforcées : création d'emplois, changement climatique, sécurisation des approvisionnements et des investissements, migrations, insécurité, etc. Aucun pays ne peut y apporter une réponse individuelle.

La convergence des valeurs qui se reflète notamment dans la confluence des taux de fécondité et d'alphabétisation des adultes mais également dans l'apparition d'un socle de « préférences collectives » partagées entre pays de la région.

Ces tendances lourdes sont au cœur du **scénario de convergence euro-méditerranéenne** imaginé par l'IPEMED qui implique la mise en place des coproductions, une redistribution de l'appareil de production, un partage de la valeur ajoutée, une convergence normative, des transferts de technologie et la mise en place des filières dans des secteurs structurants.

De plus en plus des milieux politiques et professionnels adhèrent à ces préconisations.

► LES LEVIERS DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE : LA MÉDITERRANÉE EN MOUVEMENT

Le choix a été fait, dès le départ, de se concentrer sur un nombre limité de secteurs structurants, à fort potentiel (eau, énergie, investissement, etc.). L'avènement des printemps arabes a mis en avant d'autres secteurs, également porteurs de richesse et de création d'emplois, comme la santé, le numérique et l'ESS.

Dix ans de réflexion, de débats et de confrontation d'idées, nous ont permis d'établir un diagnostic partagé et d'aboutir à des propositions concrètes.



MÉDITERRANÉE 2030, UN AVENIR COMMUN

Avec les acteurs clés de la prospective, l'IPEMED a élaboré une vision commune de l'avenir de la Méditerranée et promu, comme possible, le scénario de la convergence méditerranéenne soutenant des dynamiques de coproduction et la mise en place des filières qui sont déjà à l'œuvre.



LA CONVERGENCE PAR LA COPRODUCTION

Il s'agit de favoriser une intégration régionale qui contribue au développement d'une économie plus équitable et durable à travers des dynamiques de coproduction. Ainsi, l'IPEMED a mis en place l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée, sous forme de réseau.



L'ÉNERGIE, UNE NÉCESSAIRE ANTICIPATION

Notre think tank œuvre à la définition d'un nouveau partenariat énergétique autour d'une Communauté Méditerranéenne de l'Énergie (CME) qui permettra au bassin méditerranéen de relever le défi du changement climatique tout en favorisant le développement des nouvelles filières industrielles.



SÉCURISER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

L'enjeu est de faire face à la situation de stress hydrique structurelle des PSEM et de sécuriser l'accès à l'eau et à l'assainissement en proposant une régulation régionale, autour d'une Agence méditerranéenne de l'eau, et la mise en œuvre des mécanismes de financement innovants sur la navigation de plaisance et des marchandises.



LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, UNE PRIORITÉ DANS LES PSEM

Un autre secteur clé est celui de l'agriculture, dans lequel l'IPEMED préconise la mise en place d'une « PAC méditerranéenne » intégrant les indications géographiques, l'organisation des filières agroalimentaires territorialisées, la mise en place de contrats d'approvisionnement à moyen terme et l'augmentation de la production locale afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations.



LA SÉCURISATION DES INVESTISSEMENTS

Assurer la mobilité des capitaux et sécuriser les investissements de long terme en Méditerranée passe, pour notre think tank, par la promotion des dispositifs de garantie et de financement des projets, notamment d'infrastructure, et par un cadre réglementaire harmonieux pour les PPP dans la région.



L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS), " SAS " ENTRE ÉCONOMIE FORMELLE ET INFORMELLE

Il s'agit de promouvoir un écosystème institutionnel, légal et financier, simple à appliquer, permettant l'essor de l'ESS et de répondre aux besoins des populations du Sud.



UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ ÉCONOMIQUE

L'objectif est de favoriser la mobilité en passant d'une logique administrative de la migration à une logique économique de la mobilité, en sécurisant le parcours des migrants et en valorisant le rôle des diasporas.



SANTÉ, NOUVEL ENJEU PARTAGÉ

L'IPEMED œuvre pour le renforcement des coopérations dans la santé, d'où notre initiative de mettre en place une Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale et d'encourager une convergence des marchés du médicament au Maghreb.



NUMÉRIQUE, QUELLE POLITIQUE EUROMED ?

Pour accompagner la mutation de l'économie numérique et collaborative, notre think tank prône le passage d'une logique de consommation de numérique à une logique de production des contenus et des activités à haute valeur ajoutée, notamment au Sud.



UN SYSTÈME DE TRANSPORT INTÉGRÉ

Notre réflexion cherche à libérer le potentiel du transport ferroviaire, colonne vertébrale de l'intégration euro-méditerranéenne.

► DE LA MÉDITERRANÉE MARGINALE À LA MÉDITERRANÉE CENTRALE : LA VERTICALE

Aujourd'hui, un nouveau contexte international se dessine. Il est caractérisé par deux dynamiques.

Le changement de comportement de certains acteurs clés comme l'UE avec la nouvelle PEV, les PSEM qui diversifient leurs partenariats économiques et les entreprises qui se déploient en Afrique sub-saharienne.

La montée de la régionalisation avec le compactage des chaînes de valeur sur un nombre limité des sites à proximité les uns des autres mais dans des espaces différents.

En conséquence, l'espace euro-méditerranéen est nécessaire mais il n'est plus suffisant. Il doit être élargi à l'Afrique sub-saharienne. De marginale, la Méditerranée redevienne centrale. D'où l'intérêt de développer des nouvelles coopérations en allant « cap au Sud » afin de faire émerger une grande région mondiale Afrique-Méditerranée-Europe (AME).

C'est dans cette optique que l'IPEMED a décidé de s'engager à l'avenir dans le projet de Fondation internationale La Verticale (AME).



“ Depuis sa création, nous soutenons l'action menée par l'IPEMED pour créer une région qui pèse dans la mondialisation.

Lors de mon mandat comme président du Conseil de surveillance de l'IPEMED, j'ai apprécié et encouragé la démarche prospective et les études thématiques de long terme menées par l'Institut, notamment dans la priorité transversale des échanges stratégiques, économiques, environnementaux dont l'objectif est de conclure chaque rapport par des propositions concrètes et réactualisées.

Avec les chefs d'entreprise réunis autour des objectifs de développement et d'échanges en Méditerranée, l'IPEMED a pu parler d'une seule voix et élaborer, avec les dirigeants politiques et les institutions internationales et régionales, des recommandations opérationnelles sur les principales thématiques du développement dans la région euro-méditerranéenne.

SUEZ, au travers de sa longue histoire, a accompagné et participé depuis plus de cent ans, aux développements et aux aménagements essentiels des Régions et des Métropoles de la Méditerranée et sur les trois continents qui l'entourent. L'eau et l'économie circulaire représentent pour notre Groupe une ressource à protéger et à développer dans des aménagements qui préserveront la vie et le bien-être économique, social, environnemental et culturel de cette grande région.

L'IPEMED se consolide aujourd'hui, avec sa Fondation La Verticale portée par Jean Louis Guigou et toute son équipe. Il s'agit de l'approfondissement d'un périmètre de travail dont l'épicentre, qui reste la Méditerranée, intègre naturellement l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. C'est une évolution visionnaire et un défi incontournable pour nos sociétés. Nous soutenons cette approche, elle répond aux exigences de la régionalisation de l'économie dans un environnement qui doit être protégé et qui confère aux pays méditerranéens un rôle pivot dans le développement et la préservation de notre planète.

Bon Anniversaire »

Jean Louis Chaussade
Directeur général exécutif
CEO du Groupe SUEZ
Membre fondateur



L'IPEMED, DES IDÉES POUR AGIR

01 RENDRE POSSIBLE UNE INTÉGRATION EURO- MÉDITERRANÉENNE EN PROFONDEUR



K. Dervis, C. Jolly, J.L. Guigou, 2010

UNE RÉGION EN DEVENIR AVEC UN AVENIR COMMUN : LA CONVERGENCE EURO- MÉDITERRANÉENNE

La Méditerranée est une région en devenir, instable et traversée par des crises. C'est aussi une région avec des ressources et des compétences, une histoire et une culture propre, qui a tous les atouts pour devenir une région qui compte dans l'échiquier mondial. Elle peut tirer profit des complémentarités évidentes entre pays du bassin (préférences collectives, démographiques, dotations naturelles, biens et services produits) et trouver des opportunités de coopération là où des défis communs nécessitent une réponse collective (amélioration des gains de productivité, création d'emplois, lutte et adaptation au changement climatique, sécurisation des approvisionnements et des investissements, migrations, etc.). Pour y parvenir, un seul scénario à l'horizon 2030 est envisageable, celui de la convergence euro-méditerranéenne imaginé par l'IPEMED, en collaboration avec des organismes d'étude et des instituts de prospective publics et privés du pourtour méditerranéen.

Ce scénario de convergence peut être entraîné soit par une volonté européenne soit par une nouvelle dynamique économique au Sud qui pourrait prendre deux formes : avoir un effet de rapprochement avec les économies européennes ou provoquer un éloignement relatif entre une rive sud plus intégrée, d'un côté, et l'UE, de l'autre. Ce scénario, peu probable fin 2010, a gagné en probabilité à la faveur des révolutions arabes.

CONVERGENCE NORMATIVE, COPRODUCTION, FILIÈRES : LES LEVIERS DE L'INTÉGRATION

Sous réserve d'une action politique volontariste et partagée par tous les pays, une convergence euro-méditerranéenne, couplée à une croissance plus forte et riche en

emplois, peut-être envisagée. Cela nécessite une redistribution géographique de la production et le partage de la valeur ajoutée (dynamique de coproduction), la valorisation des complémentarités et la mise en place des filières pour renforcer la compétitivité de la région. Mais également une plus grande redistribution des richesses, une harmonisation des normes et la mise en place des quatre libertés de l'UE (circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes).

LES CLÉS DE LA TRANSFORMATION TURQUE : INTÉRESSER LE SECTEUR PRIVÉ ET ALLIER RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Cette intégration passe par la mise en place des réformes au Sud. Est-ce que le processus de transformation turque peut être un exemple pour les PSEM ? Avec la mise en place d'une union douanière et dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE, la Turquie s'est engagé dans un processus de réformes (politique commerciale, économique, politique, administration publique, système

Consortium « Méditerranée 2030 », 2009



judiciaire, critères de Copenhague, etc.) qui a transformé le pays et amené la croissance.

Les PSEM, et notamment la Tunisie et la Maroc où le processus est engagé, peuvent en tirer quelques enseignements, parmi lesquels :

- l'importance du secteur privé comme moteur fort du processus ;
- les réformes économiques et politiques doivent aller de pair ;
- les réformes pour établir des normes de qualité, exporter des produits de haute qualité et s'insérer dans des filières performantes ne peuvent pas être séparées de celles instituant la stabilité macro-économique ;
- les réglementations supranationales sont une motivation forte mais limitée. Le pays doit comprendre son intérêt à se réformer ;
- le rétablissement de l'État de droit est primordial.

UN CHANGEMENT DE REGARD EUROPÉEN : L'ÉVOLUTION DE LA PEV

Du côté de la rive Nord, un changement d'approche est également nécessaire. L'UE l'a bien compris et a redéfini sa politique de voisinage. L'IPEMED a récemment contribué à la consultation sur la PEV en proposant de nouveaux outils dédiés (un think tank, une banque, la coproduction) et une nouvelle méthode contractuelle assurant un équilibre entre partenaires (des contrats de co-développement).



PUBLICATIONS MAJEURES



Construire la Méditerranée

« Méditerranée 2030, panorama et enjeux géostratégiques, humaines et économiques »

avril 2009



Construire la Méditerranée

« Demain la Méditerranée, scénarios et projections à 2030 »

novembre 2011



Construire la Méditerranée

« Turkey and the benefits of supranational regulations »

avril 2013

EXPERTS ASSOCIÉS



Gül Ertan Özgüzer



Cécile Jolly

CHIFFRES CLÉS



38 VIDÉOS



34 ORGANISATIONS MOBILISÉES DE 15 PAYS DE LA RÉGION



15 PUBLICATIONS

02

LA CONVERGENCE PAR LA COPRODUCTION



Présentation du rapport convergence, 2009

Après l'ère de la mondialisation effrénée, un processus de régionalisation de l'économie mondiale se met en place. L'IPEMED met en exergue les Accords de Coopération Régionale (ACR). Moins de 10 en 1990, 350 en 2012, ils sont 650 à avoir été recensés en 2015 à l'OMC démontrant que les nations et les entreprises jouent désormais la proximité et la complémentarité.

LES ENTREPRISES SONT EN RECHERCHE DE NOUVEAUX RELAIS DE CROISSANCE

La croissance mondiale devrait offrir de nouvelles opportunités aux entreprises européennes en s'appuyant sur leurs avantages comparatifs en termes d'innovation et de qualité. Pourtant, celles-ci ne semblent pas tirer leur épingle du jeu dans la compétition globale. Leur difficulté à accroître leurs performances se répercute sur les économies nationales, caractérisées par une croissance atone, un fort taux de chômage et le spectre de la désindustrialisation.

Au Sud, le processus d'industrialisation, vecteur de développement, ne s'est pas accéléré. Les enjeux du développement industriel sont négligés par la plupart des pays, alors que, face aux taux de chômage endémique, il est urgent que ceux-ci accomplissent leur transition économique et sociale.

LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE : NOUVEAUX RELAIS DE CROISSANCE

A l'instar des expériences du Japon avec les Dragons et les Tigres puis de l'Allemagne avec les pays d'Europe Centrale et Orientale, des

M. Schultz, A. Montebourg, R. Meddeb, 2012



États-Unis avec le Mexique (*maquiladoras*) et de la Chine avec l'Asie du Sud-Est, les pays euro-méditerranéens pourraient, en mutualisant leurs ressources, se ménager une issue bénéfique pour l'ensemble de la région. Les entreprises pourraient consolider leurs positions dans leurs marchés et se déployer au-delà de leurs zones d'influence traditionnelles, en particulier vers l'Afrique sub-saharienne.

Conscient de ce potentiel, l'IPEMED concentre ses travaux sur les secteurs et filières porteurs (énergie, eau, agriculture, etc.) tout en développant des travaux transversaux (sécurité des investissements, PPP, mobilité économique) afin de lever les obstacles pour le développement de partenariats productifs entre entreprises euro-méditerranéennes.

UN NOUVEAU MODÈLE DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE GAGNANT-GAGNANT ENTRE LES DEUX RIVES

Depuis son rapport sur la convergence (2009), l'IPEMED a observé l'émergence de nouvelles dynamiques d'investissement : alors que l'élargissement du système productif européen vers les PSEM s'intensifie, symétriquement, les

entreprises méditerranéennes sont de plus en plus enclines à investir au Nord et au Sud.

Ce nouveau paradigme se met en place en s'appuyant sur les principaux ressorts des PSEM que sont la main d'œuvre jeune et qualifiée, la présence de partenaires industriels bien installés dans leurs marchés, une base infrastructurelle solide qui continue à se moderniser, l'accès à des marchés émergents et des régimes politiques en transition tenus d'ériger l'économie en priorité. Dès lors, il ne s'agit plus de conserver au Nord les activités à forte valeur ajoutée et de délocaliser au Sud les activités nécessitant une main d'œuvre abondante et bon marché, mais d'associer la main d'œuvre qualifiée du Sud, moins onéreuse que celle du Nord, aux activités à forte valeur ajoutée. Il ne s'agit pas non plus de remplacer les emplois



J. Ayed, F. Gouyette, Z. Ladhari, J. Belhaj, J.L. Guigou, 2016

qualifiés du Nord par des emplois qualifiés au Sud, mais d'intégrer des partenaires ou des segments localisés au Sud dans un projet commun de croissance sur les marchés européen et africain.

UN OBSERVATOIRE POUR ANALYSER ET ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE CE NOUVEAU MODÈLE

Conscient du déficit de connaissance, l'IPEMED a décidé de lancer un Observatoire de la coproduction en Méditerranée afin d'analyser les stratégies industrielles des PSEM ainsi que les investissements réalisés par les entreprises du Nord et du Sud et ce, afin de démontrer, étude scientifique à l'appui, que la coproduction est une piste d'avenir.

PUBLICATIONS MAJEURES



Construire la Méditerranée
« Convergence en Méditerranée »
septembre 2010



Études et analyses
« Clusters au Maghreb : Vers un modèle de cluster maghrébin spécifique »
septembre 2014



Observatoire de la coproduction en Méditerranée
« Dynamiques des investissements dans les pays riverains de la Méditerranée : Situation macro-économique »
juin 2015

EXPERTS ASSOCIÉS



Martin Fleury



Jean-Philippe Payet

CHIFFRES CLÉS

30

INTERVENTIONS MÉDIATIQUES



PLUS DE 800 ACTEURS MOBILISÉS LORS DE 8 ÉVÉNEMENTS DÉDIÉS



11

PUBLICATIONS

UN PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE RÉGIONAL AUTOUR D'UNE COMMUNAUTÉ MÉDITERRANÉENNE DE L'ÉNERGIE



A. Bayot, J.L. Guigou, K. Robin, F. Dubessy, B. Valero, 2015

MÉDITERRANÉE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE NÉCESSAIRE ANTICIPATION

Dès 2009, l'IPEMED a souligné que l'anticipation et la gestion des impacts du changement climatique constituent des enjeux communs en Méditerranée, accentuant ainsi la complémentarité entre les deux rives et plaidant en faveur d'une action urgente et collective à l'échelle régionale. L'étude conduite par Stéphane Hallegatte, Samuel Somot et Hypatie Nassopoulos à partir des rapports du GIEC, révèle que le bassin méditerranéen sera un « point chaud » du changement climatique en raison de sa vulnérabilité aux conséquences d'une hausse moyenne des températures d'ici 2100. Les risques liés au changement climatique seront d'autant plus élevés que le Sud de la Méditerranée doit d'ores-et-déjà faire face à un certain nombre de défis structurels et conjoncturels (pénurie physique en eau, déficit en produits alimentaires de base, étalement urbain non

contrôlé sur les côtes, hausse de la demande en énergie, etc.). Se pose alors la question de la lutte mais aussi de l'adaptation au changement climatique dans le cadre des principes de proximité, de solidarité et de coresponsabilité au sein de la région, dans un contexte jusqu'alors marqué par une « contrainte carbone » différenciée entre pays du Nord et du Sud de la Méditerranée.

L'OPPORTUNITÉ DE DÉFINIR UNE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE COMMUNE

Si l'IPEMED promeut une approche intégrée, articulée autour du renforcement de la coopération à tous les niveaux entre rives Nord et Sud de la Méditerranée, ses travaux ont insisté sur l'urgence et les opportunités d'une transition énergétique concertée dans la région. Conscient de l'interdépendance et de la complémentarité énergétique qui lie les pays des deux rives, l'IPEMED plaide, en effet, dès 2010, pour « faire de

l'énergie la première politique euro-méditerranéenne commune ». L'objectif de l'étude « Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie », publiée en 2013, est alors de démontrer que la mise en place d'un partenariat énergétique régional est porteur de croissance pour tous les pays méditerranéens et de stratégies novatrices, favorisant notamment le développement de nouvelles filières industrielles, créatrices d'emploi. En d'autres termes, il s'agissait de définir et promouvoir un nouveau schéma de coopération énergétique régional, qui ne se limite pas à une logique d'import-export, mais réponde aux préoccupations de sécurité énergétique des pays de la région et à leur volonté commune de développement économique durable.

L'ÉNERGIE COMME LEVIER DE COOPÉRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE

Pour l'IPEMED, comme pour la majorité des entreprises consultées entre juin et octobre 2013, la

J. Ould Aoudia, J.L. Rastoin, 2015



mise en place de ce nouveau partenariat nécessite, entre autres, le pilotage d'une stratégie commune, une convergence normative, le renforcement des interconnexions, le développement de nouvelles articulations industrielles dans l'énergie par la coproduction, l'intensification des partenariats entre industriels, universités et centres de recherche, mais aussi le développement conjoint de politiques d'efficacité énergétique, de nouvelles lignes de production d'énergie à grande échelle, notamment d'origine renouvelable, etc.

La 21^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), à Paris, puis la prochaine COP22 au Maroc, peuvent consacrer la vision portée par l'IPEMED depuis sa création : le climat peut et doit devenir le catalyseur d'une plus grande coopération entre l'Europe, la Méditerranée... et l'Afrique.

« La production énergétique méditerranéenne et les approvisionnements de cet espace sont très carbonés. Cela constitue la principale origine des émissions de gaz à effet de serre. Les besoins d'énergie des PSEM vont grandissants, nécessitant une vision prospective pour installer de nouvelles capacités électriques grâce notamment au développement des énergies renouvelables. Depuis dix ans, l'IPEMED accompagne ces évolutions et est une force de propositions en faveur d'une Communauté Méditerranéenne de l'Énergie. Le cap vers le sud permet de capitaliser sur ses travaux existants pour trouver les solutions d'avenir pour l'Afrique. »

Louis Boisgibault
Enseignant-Chercheur
Sorbonne Universités,
Paris Sorbonne, ENEC
Expert associé

PUBLICATIONS MAJEURES



Construire la Méditerranée

« Région méditerranéenne et changement climatique : une nécessaire anticipation »
novembre 2009



Palimpsestes, n°6

« La contrainte carbone dans la région euro-méditerranéenne »
juin 2011



Construire la Méditerranée

« Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie »
mai 2013

EXPERTS ASSOCIÉS



Louis Boisgibault



Mourad Preure

CHIFFRES CLÉS



20 VIDÉOS



1000 ACTEURS MOBILISÉS LORS
DE 25 ÉVÉNEMENTS, DONT CEUX
POUR LA COP21



17 PUBLICATIONS

04 RELEVER LES DÉFIS DE L'EAU À TRAVERS UNE AGENCE MÉDITERRANÉENNE DE L'EAU



F. Comair, E. Orsenna, H. Lainé, 2008

SÉCURISER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

L'eau est un bien commun menacé en Méditerranée puisque la région héberge près de 60% de la population mondiale faiblement pourvue en eau, c'est-à-dire, dotée de moins de 1 000 m³ d'eau/habitant/an. Les PSEM, caractérisés par une situation de stress hydrique structurelle, doivent faire face à des pressions anthropiques croissantes. Alors que les demandes en eau dans ces pays avoisinent aujourd'hui 300km³/an, et devraient augmenter de 20% d'ici 2025, les défis à relever sont nombreux et nécessitent : l'amélioration de l'accès à l'eau potable et de sa qualité, une plus grande efficacité dans les usages, une collecte et un traitement systématique des eaux usées (domestiques et industrielles), la lutte contre les pollutions diffuses (80% des pollutions marines étant d'origine terrestre), l'adaptation de la gestion des ressources en eau aux impacts du changement climatique, etc.

Ces enjeux, de même que la géographie particulière de la région,

qui réunit au sein d'un même bassin des pays confrontés à des problématiques communes, plaident en faveur d'une coopération accrue entre l'ensemble des États et acteurs concernés. C'est pourquoi les réflexions engagées par l'IPEMED, dès 2009, ont convergé vers la nécessité d'une gestion intégrée de la demande et des ressources en eau et d'une gouvernance de l'eau plus efficace et inclusive en Méditerranée.

DES OUTILS AU SERVICE D'UNE GOUVERNANCE RENOUVELÉE

Pour cela, l'IPEMED préconise des outils de collaboration et de régulation régionale pour sécuriser le droit à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée :

- La mise en œuvre de mécanismes de financement innovants, ou « micro-taxes de solidarité », afin de combler une partie du déficit de financement identifié dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de sécuriser, ainsi, l'accès des populations méditer-

ranéennes à des sources d'eau améliorées, à des installations sanitaires et à l'hygiène.

- La mise en place d'une Agence méditerranéenne de l'eau, déclinée en trois échelons complémentaires : un système d'informations neutre et indépendant sur les ressources en eau et les causes de la pollution de la Méditerranée (« Réseau Méditerranéen de Ressources sur l'Eau »), un Comité de bassin décisionnaire rassemblant les parties prenantes (« Comité Méditerranéen des acteurs de l'eau ») et un Exécutif, à qui pourrait revenir la gestion des mécanismes de financement innovants identifiés.

Ces recommandations, qui visent à faire de l'eau la pierre angulaire d'un nouveau modèle de coopération en Méditerranée, permettent également de consacrer le rôle central de l'eau, vecteur invisible qui sous-tend les défis liés à l'agriculture, à l'énergie, à la santé, ou même au développement touristique, comme en témoigne l'étude sur la qualité des eaux de baignade et l'amélioration de l'assainissement dans le bassin méditerranéen, publiée en 2013.

Colloque Suez-IPEMED, 2008



« Dès 2011, l'IPEMED et le REMOB ont mis en place un groupe de travail de prospective pour l'avenir hydro politique de la région dans le but de proposer la création d'un « Comité de bassin de la Méditerranée » qui réunisse l'ensemble des acteurs et qui soit en mesure de définir de manière concrète les objectifs et les principes qui doivent définir les politiques de l'eau dans la région. Or la mise en place d'une Agence Méditerranéenne de l'Eau, autorité morale et instance de régulation régionale, est plus que jamais essentielle, à la lumière des diverses menaces environnementales qui guettent la Méditerranée. Plateforme de dialogue, de rencontre et de transfert de savoirs, cette agence pourrait, par la promotion d'une « culture de l'eau », donner une sérieuse impulsion à la coopération. Pour tous les dirigeants de la Méditerranée, l'objectif que l'IPEMED et le REMOB ont voulu atteindre et continuent à poursuivre consiste à ancrer la politique de la gestion de l'eau par bassin et à renforcer la solidarité entre les nations autour du slogan : ensemble pour le bon état de l'eau en Méditerranée. »

Fadi Comair

Président d'honneur du REMOB
 Directeur général des ressources hydrauliques et électriques au ministère de l'Énergie et de l'eau libanais
 Expert associé



PUBLICATIONS MAJEURES



Construire la Méditerranée
 « Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée »
 juin 2009



Projets pour la Méditerranée
 « Une Agence méditerranéenne de l'eau pour passer de la stratégie à l'action »
 mai 2010



Construire la Méditerranée
 « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants : solution ou illusion ? »
 juin 2014

CHIFFRES CLÉS



10 ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS



PLUS DE

700 ACTEURS SENSIBILISÉS



9 PUBLICATIONS

05 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : L'IMPÉRATIF D'UNE POLITIQUE COMMUNE



JL. Rastoin, 2014

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE PRIORITÉ DANS LES PSEM

La croissance de la population au Sud et à l'Est de la Méditerranée, avec près de 400 millions de personnes à nourrir en 2030, la dépendance extérieure structurelle de ces pays pour l'accès à des denrées stratégiques, la montée des déséquilibres nutritionnels et des maladies accompagnant l'abandon progressif de la diète méditerranéenne, les limites du modèle de production agricole intensif au Nord comme au Sud, la diminution des surfaces agricoles disponibles, les impacts du changement climatique notamment sur la disponibilité des ressources en eau, sont autant de défis qui plaident en faveur d'une plus grande coopération technique, territoriale et commerciale sur les questions agricoles, alimentaires et rurales entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée.

POUR LA MISE EN PLACE D'UNE « PAC MÉDITERRANÉENNE »

Conscient de l'aggravation des insécurités alimentaires dans la région, l'IPAMED a plaidé dès 2007 pour la création d'un « pacte agroalimentaire et rural pour

l'intégration régionale euro-méditerranéenne », fondé sur les principes de proximité, de complémentarité, de solidarité et de co-développement. Fort de ses premiers travaux de diagnostic et de prospective, l'Institut a affiné ses recommandations à la lumière des principes et des outils développés par la Politique agricole commune (PAC) européenne. C'est l'objet du plaidoyer lancé en 2012 pour la mise en place d'une Politique agricole et agroalimentaire euro-méditerranéenne, qui constituerait la pierre angulaire d'un nouveau modèle de coopération Nord-Sud et Sud-Sud,

JL. Guigou, H. Benabderrazik, T. Sijilmassi, 2014



et aurait pour finalité l'amélioration de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative des populations. Or, la construction d'une sécurité alimentaire collective régionale doit tirer profit des complémentarités Nord-Sud et Sud-Sud telles que les besoins en céréales et produits animaux dans les PSEM et la capacité productive dans l'UE, conjugué aux besoins en fruits et légumes dans l'UE. L'IPAMED préconise deux stratégies, l'augmentation de la production alimentaire locale, la promotion du modèle alimentaire méditerranéen notamment par l'éducation et le développement des indications géographiques, et la contribution, par l'organisation de filières agroalimentaires territorialisées, au développement durable des zones rurales ; et la mise en place des contrats d'approvisionnement à moyen terme, des stocks de sécurité pour les produits stratégiques et d'une préférence communautaire pour l'ensemble des produits alimentaires. La force de l'IPAMED est ainsi d'avoir su promouvoir une vision intégrée des défis alimentaires,

agricoles et ruraux en Méditerranée, qui tiennent compte des problématiques liées à l'emploi, à la valorisation des espaces ruraux, à la gestion des ressources naturelles, à la santé, etc. La maturité de son chantier, porté par des experts de renom, lui ont permis de proposer des solutions à visée opérationnelle, parfois restreintes au cadre euromaghrébin, lors de grands événements internationaux (Salon International de l'Agriculture de Meknès, Salon International de l'Agriculture de Paris).



S. Abis, 2009

« Ces dix dernières années ont été marquées par un progrès de la production, grâce à la hausse des rendements agricoles, mais aussi par une forte instabilité des marchés et l'augmentation des importations. Dans ces différents domaines, l'IPEMED a produit des analyses approfondies d'où ont émergé des propositions originales : politique alimentaire et agricole euro-méditerranéenne, reconquête des consommateurs par la diète méditerranéenne et les produits de terroir labellisés, filières de production et de commercialisation territorialisées. Or, ces dynamiques ne peuvent s'envisager que dans le cadre d'un partenariat géoéconomique et géopolitique global, comprenant l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. »

Jean-Louis Rastoin
Chaire UNESCO en alimentations du monde, Montpellier SupAgro
Expert associé

PUBLICATIONS MAJEURES



Les Notes d'IPEMED, n°6
« Sécurité alimentaire en Méditerranée un enjeu géostratégique majeur »
janvier 2010



Construire la Méditerranée
« Pour une politique agricole et agroalimentaire euro-méditerranéenne »
octobre 2012



Construire la Méditerranée
« Céréales et oléoprotéagineux au Maghreb : Pour un co-développement de filières territorialisées »
juin 2014

EXPERTS ASSOCIÉS



Jean-Louis Rastoin



Hassan Benabderrazik

CHIFFRES CLÉS



PLUS DE **30** VIDÉOS



12 ÉVÉNEMENTS QUI ONT SENSIBILISÉS PLUS DE 700 ACTEURS



11 PUBLICATIONS

06 POUR LE FINANCEMENT ET LA SÉCURISATION DES INVESTISSEMENTS

Sur les quinze prochaines années, les besoins en investissements d'infrastructure et de soutien aux PME, dans les PSEM, seront supérieurs à 250 milliards €. La problématique du financement est d'autant plus aigüe que la perception du risque s'est accrue depuis les révolutions arabes. Les financements publics, et notamment l'utilisation de crédits budgétaires, seront de plus en plus restreints et les financements internationaux – en hausse – ne suffiront pas.

La BEI estime les besoins pour les dix prochaines années pour la rive Sud de la Méditerranée à :

- 100 Mds € dans le domaine énergétique
- 110 Mds € pour l'aménagement urbain
- 20 Mds € pour la logistique
- 20 Mds € pour le soutien au développement d'entreprises

FAIRE ÉMERGER UN CADRE PROPICE AUX PPP

C'est pourquoi l'IPEMED a fait du partenariat public-privé un axe majeur de sa réflexion en y incluant la mobilisation des banques et des fonds d'investissement internationaux et

locaux. Notre think tank a dressé un état des lieux sur les conditions de succès des PPP et l'a présenté lors de séminaires (Paris, Tunis, Casablanca et Beyrouth) organisés avec les autorités publiques locales et les acteurs privés.

RÉINSTAURER UN CLIMAT DE CONFIANCE POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME EN MÉDITERRANÉE

Prolongeant ce constat, l'IPEMED est devenu un des leaders de la réflexion sur la sécurisation des investissements, sur la définition d'un environnement adéquat et la mise en place d'un cadre juridique favorable à l'attractivité de l'espace méditerranéen. Afin de disposer d'une architecture financière appropriée, notre think tank a contribué à la réflexion sur la création d'une banque de développement régional. Le projet n'a pas encore abouti, mais la réflexion a contribué à mettre la problématique du financement dans la région au cœur des travaux des États, des bailleurs de fonds et des acteurs privés.

E. Diamantis, 2011



A. de Romanet, 2009

En mai 2009, l'IPEMED a lancé, en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations française (CDC) et la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG), « l'Initiative pour l'Investissement en Méditerranée (2iM) », dont l'objectif était d'établir un diagnostic partagé sur les opportunités et les obstacles à l'investissement et d'identifier des outils financiers et juridiques d'accélération des investissements.

HARMONISER LES CADRES JURIDIQUES POUR SÉCURISER LES INVESTISSEMENTS

L'IPEMED a été l'un des fondateurs du groupe ISMED avec l'Union européenne, l'OCDE et la MIGA. Cette dynamique a permis d'inscrire officiellement ce thème dans l'agenda de l'OCDE avec quatre objectifs : créer un environnement favorable sur le plan juridique, mettre en place une *task force* d'appui aux projets PPP, offrir une meilleure couverture des risques et permettre l'accès aux financements locaux et à la finance islamique.

PROMOUVOIR DES DISPOSITIFS FINANCIERS SPÉCIFIQUES AUX PME

La réflexion de l'IPEMED a été élargie au financement des entreprises – et notamment des PME, insuffisamment couvertes par les banques

locales. Les recommandations ont porté sur une meilleure mobilisation de l'épargne locale sur les investissements productifs pour l'économie et sur les modes d'association des institutions financières internationales avec les secteurs bancaires locaux.

Au sein de la réflexion sur la coproduction, qui promeut un modèle de coopération économique gagnant-gagnant, la sécurisation des investissements est un facteur-clé.

L'Euromed Postal et l'IPEMED : au cœur de la coopération entre les postes
L'IPEMED accompagne la réflexion des postes dans leur stratégie de diversification et d'élargissement des services et participe à la consolidation du réseau.

« Le domaine financier est illustratif de la démarche stratégique propre à l'IPEMED : donner le cap du long terme tout en étant le promoteur d'actions concrètes de terrain, passant par le micro-économique et la coopération de projets. Aujourd'hui, sécurité et emploi sont les thématiques les plus prégnantes dans les PSEM ; l'Europe doit proposer un nouveau partenariat politique, économique, social et environnemental. L'IPEMED, notamment par ses travaux sur la coproduction et la sécurisation des investissements, contribue à promouvoir ce partenariat de codéveloppement, favorisant ainsi un espace économique et financier plus intégré. »

Michel Gonnet
Expert associé

F. Trad, 2011



PUBLICATIONS MAJEURES



Les notes d'Ipemed, n°3
« L'espace financier euroméditerranéen »
octobre 2009



Construire la Méditerranée
« Partenariat public-privé en Méditerranée »
février 2012



Études & Analyses
« Les banques postales et les services financiers dans les pays du Maghreb : état des lieux et perspectives »
octobre 2013

EXPERTS ASSOCIÉS



Michel Gonnet

CHIFFRES CLÉS

4

SÉMINAIRES RESTREINTS



1

PARTENARIAT AVEC
L'INITIATIVE ISMED



11

PUBLICATIONS



07

PROMOUVOIR L'ESS AU BÉNÉFICE DES POPULATIONS



Les États sont souvent démunis face aux défis liés à la résorption du chômage, aux nouvelles formes de pauvreté et à la dégradation de l'environnement. C'est pourquoi il est nécessaire d'imaginer d'autres formes d'emploi que dans les secteurs public et privé. Le tiers secteur pénètre alors le monde de la production, comme dans les pays scandinaves où l'ESS contribue à 20% du PIB. Avec la troisième révolution industrielle, l'apparition des circuits courts et des biens collectifs, l'ESS émerge comme un secteur porteur au Nord comme au Sud.

3ÈME COMPOSANTE À CÔTÉ DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET DU SECTEUR PUBLIC

Ce constat confirme une double nécessité : promouvoir une croissance inclusive qui profite au plus grand nombre et une économie qui soit au plus près des préoccupations des populations, en privilégiant un système solidaire. Ajouté au fait que l'ESS propose une « autre façon de faire de l'économie », la multiplicité des formes qu'elle revêt est une force. Elle regroupe à la fois des associations, des coopératives, des mutuelles, etc. et des entreprises sociales et solidaires relevant d'activités telles que l'insertion par l'activité économique, les finances solidaires et le commerce équitable.

L'ESS COMME « SAS » ENTRE L'ÉCONOMIE FORMELLE ET INFORMELLE DANS LES PSEM

Compte tenu de son potentiel d'emploi au Sud, l'IPEMED a réalisé en 2013 une étude composée de trois monographies de l'ESS (Maroc, Algérie, Tunisie). Il apparaît que ce secteur pourrait « siphonner » une partie de l'économie informelle. En considérant qu'elle soit règlementée de manière simple et souple, l'ESS pourrait attirer une partie de ces travailleurs en leur offrant les avantages de l'économie formelle (chômage, retraite, etc.) tout en leur proposant un cadre plus souple que le secteur privé.

D'autres recommandations ont été également proposées en faveur :

- de la structuration d'une filière intégrée afin de mutualiser les moyens et les risques ;
- d'une économie circulaire basée sur la proximité des rapports et la réciprocité de la demande ;
- de la constitution de l'entrepreneuriat social et de l'ESS en tant que leviers en faveur d'un modèle de développement équilibré à l'échelle des territoires.

P. da Costa, N. El Mekkaoui, P. Lorec, 2013



DES CADRES JURIDIQUES CLAIRS ET SIMPLES

La mise en place d'un écosystème institutionnel, légal et financier est essentielle pour consolider l'émergence du secteur et faciliter son essor, notamment auprès des jeunes prisonniers de l'économie informelle. Dans son rapport, l'IPEMED avait préconisé de travailler sur l'harmonisation des cadres légaux. Plusieurs pays de la région - particulièrement au Nord- adoptent des lois globales pour favoriser la visibilité du secteur et doter les structures sociales et coopératives de moyens adéquats pour agir. Au Sud, seul le Maroc a pour projet d'adopter une loi donnant un nouvel élan à ce secteur qui mérite d'être davantage structuré pour permettre le passage d'une ESS par les statuts à l'ESS par la finalité.

NAISSANCE DE LA MÉDITERRANÉE DE L'ESS

En mai 2013, s'est tenue à Tunis la 1^{ère} Conférence euro-méditerranéenne de l'ESS (MedESS), qui a regroupé les principaux représentants du secteur et a posé les bases d'un écosystème régional favorable aux entreprises



G. Andrek, R. Egal, 2013

sociales et solidaires. L'Association MedESS a ensuite été créée pour fédérer les actions en faveur de l'émergence d'un secteur trans-méditerranéen. En novembre 2015, l'AP-MedESS a activement contribué à la 5^{ème} édition des Assises marocaines de l'ESS en démontrant tout l'intérêt d'une coopération euro-méditerranéenne renforcée dans ce secteur.

« Si plusieurs pays méditerranéens ont en 2011 réclamé davantage de liberté et de justice sociale, l'économie n'est pas encore suffisamment inclusive même si des transformations structurelles ont été observées au Maghreb ou en Égypte. La construction méditerranéenne avance lentement et nécessite une vision basée sur une économie plus solidaire et plus inclusive ; l'ESS peut largement y contribuer. C'est la conviction de l'IPMED dont les efforts ont contribué à renforcer l'idée que les relations avec les PSEM doivent être revues à la lumière d'un nouveau paradigme : le partenariat et le partage de la valeur ajoutée. »

Gérard Andrek
Administrateur honoraire de la MACIF
Membre bienfaiteur



Construire la Méditerranée
« L'économie sociale et solidaire au Maghreb : quelles réalités pour quel avenir ? »
novembre 2013

EXPERTS ASSOCIÉS



Touhami Abdelkhalek



Malika Ahmed Zaïd



Zied Ouelhazi

CHIFFRES CLÉS

1 FORUM MEDESS



4 ÉVÉNEMENTS MOBILISANT PRÈS DE 600 ACTEURS



1 AUDITION AUPRÈS DU CESE MAROCAIN

08 POUR UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ ÉCONOMIQUE EURO-MÉDITERRANÉENNE



J. Ould Aoudia, EM. Mouhoud, F. Souiah, 2014

UNE RÉGION ATTRACTIVE POUR UNE PLUS GRANDE IMPLICATION DE LA DIASPORA MÉDITERRANÉENNE

Les pays du Nord et du Sud doivent créer les conditions d'une confiance nouvelle afin d'attirer les diasporas, d'autant plus qu'une concurrence mondiale se développe notamment auprès des migrants les plus qualifiés.

Au Sud, les pays changent le regard qu'ils portent sur leurs diasporas. Elles ne sont plus considérées exclusivement comme de la main-d'œuvre qui rapporte des devises, mais comme des compétences, des savoir-faire, des « Ambassadeurs » qui peuvent contribuer au développement économique de leur pays d'origine et à son rayonnement international. Certains pays du Sud mettent en place, avec plus ou moins de succès, différents dispositifs afin de renforcer les liens économiques, culturels et politiques avec leur diaspora. Il est également important que les états et les banques locales promeuvent des outils financiers qui permettent d'injecter dans l'économie réelle les remises des migrants trop souvent thésaurisées ou investies dans les seuls produits immobiliers.

Plusieurs raisons plaident pour une mobilité accrue dans la région Euromed : le vieillissement de la population, la diminution du nombre d'actifs et des pénuries sectorielles de main-d'œuvre au Nord, un capital humain formé et des taux de chômage élevés au Sud, un potentiel inexploité des diasporas de par leurs identités multiples, leurs compétences, leurs transferts financiers, leurs investissements. Les dynamiques de coproduction nécessitent également une plus grande mobilité de compétences. Une autre raison est politique. Parler d'intégration régionale en profondeur n'est pas envisageable sans une plus grande mobilité, notamment économique, dans la région.

mobilité et accès au marché du travail du contrôle des frontières et de la lutte contre l'immigration illégale. Il s'agit de prendre en compte les besoins des pays partenaires en termes de développement et de ne pas répondre uniquement aux objectifs européens de maîtrise des flux migratoires. Tout en luttant contre l'immigration illégale, il s'agit également de mettre en place une politique euro-méditerranéenne de la mobilité économique attractive pour que les pays du Nord et du Sud et les migrants eux-mêmes puissent tirer parti du potentiel de la migration.

F. Zmokhol, F. Trad, N. Chehab, JM. Paintendre, 2016



PASSER D'UNE LOGIQUE ADMINISTRATIVE DES MIGRATIONS À UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE DES MOBILITÉS

Cette vision défendue par notre think tank nécessite de penser, se-reinement, la migration en dissociant

Les pays du Nord, quant à eux, gagneraient à mieux reconnaître et valoriser le dynamisme économique de la diaspora méditerranéenne qui réside en Europe, qui crée des emplois et de la valeur ajoutée. Des politiques encourageant une plus grande mobilité des hommes et des compétences, facilitant l'accès au marché du travail et sécurisant le parcours du migrant, iraient dans ce sens.

SÉCURISER LE PARCOURS DU MIGRANT

La mise en place d'un espace euro-méditerranéen de la mobilité économique nécessite de sécuriser le parcours des migrants afin qu'ils puissent exploiter les compétences et s'impliquer dans le développement économique de la région en ayant « un pied au Nord et un pied au Sud ». Cela pourrait se faire en leur assurant, par exemple, des droits égaux à ceux des travailleurs nationaux, une portabilité et une transférabilité de certains droits (chômage, retraite, sécurité sociale, etc.), un accès facilité à la citoyenneté et à la binationalité, l'accession à des titres pluriannuels, la reconnaissance des droits politiques, etc.

INFORMER SUR LA RÉALITÉ DES MIGRATIONS

Un des objectifs de notre réflexion sur la mobilité est d'apporter un éclairage sur les réalités de la migration en Méditerranée et d'analyser les politiques mises en place dans ce domaine. Tel est l'objet des publications réalisées par Hervé Le Bras et Philippe Fargues et du rapport sur les politiques d'admission des migrants économiques (espace Schengen, Canada, États-Unis) réalisé par Macarena Nuño.

Une méthode : informer, mobiliser et valoriser le rôle des diasporas et co-construire avec elles la Méditerranée de demain.

PUBLICATIONS MAJEURES



Les Notes d'Ipemed, n° 1
« Migrants et migrations dans le bassin méditerranéen »
septembre 2009



Construire la Méditerranée
« Méditerranée : Passer des migrations aux mobilités »
avril 2011



Études et analyses
« La mobilité économique en Méditerranée »
mars 2014

EXPERTS ASSOCIÉS



Philippe Fargues



Hervé Le Bras



Farida Souiah

CHIFFRES CLÉS



5

SÉANCES DE CONSULTATION
AVEC LA BANQUE MONDIALE



120

MEMBRES DE LA DIASPORA
DIRECTEMENT MOBILISÉS



8

PUBLICATIONS

LA SANTÉ, NOUVEL ENJEU PARTAGÉ, SE PLACE EN HAUT DE L'AGENDA POLITIQUE EURO-MÉDITERRANÉEN



Groupe de travail pharmacovigilance, 2015

LA SANTÉ EST PLUS QUE JAMAIS AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES POPULATIONS DE LA RIVE SUD

Au niveau sanitaire, les PSEM doivent assumer un double fardeau : maintenir des politiques pour lutter contre les maladies dites traditionnelles, qui relèvent surtout de la politique de vaccination, tout en étant confrontés aux maladies nouvelles caractéristiques des pays développés (cancer, maladies cardiovasculaires, VIH, obésité, etc.). A cette transition épidémiologique s'ajoutent simultanément d'autres transitions (démographique, organisationnelle, démocratique), des ressources financières limitées et un contexte social post-printemps arabes faisant émerger une demande croissante des populations pour un meilleur accès aux soins, pour tous, au moindre coût : Tel est le contexte sanitaire complexe auquel font face les pays du Maghreb. Ce diagnostic, partagé par les acteurs concernés, a été le point de départ de la réflexion de l'IPEMED.

DES COOPÉRATIONS RENFORCÉES SUD-SUD ET AVEC LE NORD – POUR UN DIALOGUE « 5+5 » DANS LA SANTÉ

Ces défis sanitaires communs poussent les gouvernements à mettre en place des réformes structurelles importantes. Sans se substituer aux responsables politiques locaux, il s'agit d'accompagner le développement des politiques de santé équitables et solidaires, adaptées aux besoins prioritaires des populations, réalistes notamment sur le plan économique, et politiquement soutenues par la majorité de la population. Pour y parvenir, des coopérations régionales (Sud-Sud mais également avec les pays du Nord) sont, plus que jamais, nécessaires. C'est l'objet de la dynamique santé mise en place par l'IPEMED et qui a eu pour point culminant, la mise en place d'une Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale dans le domaine de la santé, porté notamment par le ministère de la Santé du Maroc, et soutenu par le ministère des Affaires étrangères français.

VERS UN MARCHÉ COMMUN MAGRÉBIN DU MÉDICAMENT, UNE PISTE D'ACTION CONCRÈTE

La part allouée aux médicaments dépasse le tiers des dépenses globales de santé dans les pays du Maghreb. Malgré un développement incontestable de l'industrie nationale (pays du Maghreb central) permettant une couverture grandissante des besoins nationaux, des défis persistent parmi lesquels la faible production du générique, la multiplicité des unités de fabrication, la dépendance pour l'approvisionnement en matières premières, etc. ; d'où la nécessité de réfléchir à une plus grande intégration de ce marché à fort potentiel. En s'appuyant sur les complémentarités certaines des marchés maghrébins, ces nouvelles formes d'intégration peuvent passer par la production, par l'achat en commun des médicaments et par une harmonisation réglementaire à travers, notamment, la reconnaissance mutuelle des AMM (autorisations de mise sur le marché), voire la mise en place d'une AMM maghrébine. Le Maroc et la Tunisie y travaillent déjà.

LES IDÉES CLÉS DÉFENDUES PAR L'IPEMED

- Accompagner la mise en place des systèmes de santé équitables et solidaires garantissant un accès aux soins de qualité pour tous (et sa déclinaison en dix axes des réformes possibles)
- Renforcer les coopérations Sud-Sud et Sud-Nord, notamment dans le cadre d'un Dialogue 5+5 santé de la Méditerranée occidentale
- Encourager une plus grande intégration du marché du médicament à travers une convergence des AMM nationales.

UNE DYNAMIQUE SANTÉ RÉUSSIE

- Animation d'un groupe de travail composé de spécialistes maghrébins de santé publique
- Établissement d'un diagnostic partagé
- Réflexion comprenant les cinq pays du Maghreb
- Mise en place d'un lobbying politique fort
- Lancement de la dynamique Dialogue 5+5 et mise en place d'un groupe de travail informel
- L'IPEMED, membre observateur du Dialogue 5+5 santé



S. Lanfranchi, M. Zerhouni, 2014

« Nous comptons beaucoup sur le soutien de l'IPEMED et votre collaboration pour la réussite de ce nouveau challenge dont la dynamique a pris naissance dans vos locaux. »

Dr Abdelali Belghiti Alaoui
Secrétaire général
Ministère de la Santé du Maroc

PUBLICATIONS MAJEURES



Les Notes d'Ipemed, n° 13
« Les systèmes de santé en Algérie Maroc et Tunisie : défis nationaux et enjeux partagés »
avril 2012



Construire la Méditerranée
« Moving towards a North African pharmaceutical market »
juin 2015



Construire la Méditerranée
« Vers un marché maghrébin du médicament : Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie »
janvier 2016

EXPERTS ASSOCIÉS



Farid Chaoui



Mohamed Wadie Zerhouni



Michel Legros

CHIFFRES CLÉS

3

RENCONTRES AVEC DES
MINISTRES DE LA SANTÉ



10

PAYS MOBILISÉS POUR LE 5+5



3

DÉCLARATIONS OFFICIELLES DES
MAE DU « 5+5 » FAISANT RÉFÉRENCE
À LA SANTÉ

10 ACCOMPAGNER LA NUMÉRISATION : QUELLE POLITIQUE EURO-MÉDITERRANÉENNE ?

La numérisation des économies est une mutation majeure comparable à ce que fut l'industrialisation. Cette mutation est trop importante pour en laisser la conduite stratégique au seul niveau national, qui ne constitue plus un espace pertinent. Elle nécessite une politique euro-méditerranéenne globale visant à créer un espace numérique commun.

relations, peut réduire la méfiance, mais il peut aussi en induire en étant associé à de mauvaises prestations ou à des politiques coercitives. D'où l'importance de définir une stratégie régionale et une gouvernance appropriée. L'Union européenne est en train de le faire. La région méditerranéenne en a besoin également.

encourager ce type de politique. Une meilleure mise en réseau des différentes agences de régulation, indépendantes, et un renforcement des capacités d'expertise seraient de nature à faciliter des normes techniques communes, le développement d'une industrie des contenus et l'émergence d'un marché commun.



P. Musso, N. Kerdjoudj, R. Chehik, 2012

UN SECTEUR PORTEUR AVEC DES POSSIBILITÉS D'ALLIANCES INDUSTRIELLES

Cette politique commune doit être pensée dans une logique de coproduction impliquant des partenariats industriels, un partage de la valeur ajoutée, des investissements de long terme, une approche par filières et le développement, au Sud, des contenus et des activités à forte valeur ajoutée permettant la création d'emplois.

LA SÉCURITÉ ET LA CONFIANCE DOIVENT ÊTRE ASSURÉES AU NIVEAU RÉGIONAL

Pour développer les échanges entre les deux rives, il faut garantir la sécurité des transactions et la confiance dans les échanges. Le numérique, en opacifiant les

DES COOPÉRATIONS ENTRE RÉGULATEURS SONT NÉCESSAIRES

Le rôle qui doit être joué par le régulateur est clé. Dans un environnement qui évolue très rapidement, entre régulation laxiste ou trop encadrante, il doit décider où mettre le curseur pour

Participation à Connec'Sud, 2014



DE LA CONSOMMATION NUMÉRIQUE À LA PRODUCTION DES CONTENUS : LA FILIÈRE TIC

Les pays du Maghreb ont les ingrédients minimums pour profiter de la révolution numérique (stratégies nationales, compétences, zones technologiques, fonds de soutien dédiés, infrastructures et accès à la 3G, etc.). Au-delà des annonces, ils doivent assurer la bonne exécution des politiques envisagées afin d'atteindre les résultats escomptés. De plus, les logiques mises en place restent fragmentées, voire concurrentes. Davantage de coopération intermaghrébine permettrait à ces pays de profiter des économies d'échelle, de proposer une offre attractive pour leurs champions nationaux et pour les investisseurs internationaux et ainsi faire du numérique un levier de

leur émergence. L'essor des champions nationaux maghrébins est également souhaitable notamment dans la mise en place d'une filière. Ils sont également clés si l'ont réfléchi dans le cadre d'une Verticale Afrique-Méditerranée-Europe.

Un autre élément clé est la formation. Des ingénieurs et de compétences numériques sont disponibles au Sud, mais un nombre insuffisant, d'où l'intérêt de développer des coopérations également dans ce domaine.

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE : LES DÉBUTS D'UNE INTÉGRATION VERTICALE ?

L'Afrique a la plus faible pénétration du commerce électronique B2C (2.2%). Le retard est important et le potentiel considérable. Malgré des différences de développement entre les pays du Maghreb et ceux de l'Afrique sub-saharienne, l'Afrique a des atouts : forte pénétration du mobile, émergence d'une classe moyenne, politiques soutenant le développement du secteur, monnaie commune (FCFA), une certaine intégration monétaire grâce au GIM-UEMOA, des diasporas très actives. La réflexion de l'IPEMED met en exergue dix recommandations en vue d'un commerce électronique source de développement et d'intégration verticale.

LES PRINCIPALES IDÉES DÉFENDUES PAR L'IPEMED

- Renforcer la coopération entre agences de régulation
- Mettre en place une politique e-romed globale autour d'un *cloud computing* et d'une charte d'usage et de référence
- Déployer une stratégie industrielle et une filière encourageant le développement des contenus et de services liés aux TIC (14 axes d'évolution identifiés)
- Promouvoir un commerce électronique acceptable pour les populations, promouvant les contenus et produits locaux et accessible à tous.

PUBLICATIONS MAJEURES



Palimpsestes, n°7
« La confiance dans la société numérique »
juillet 2011



Études & Analyses
« Les technologies de l'information au Maroc en Algérie et en Tunisie »
octobre 2014



Construire la Méditerranée
« Le commerce électronique en Afrique »
février 2016

EXPERTS ASSOCIÉS



Alain
Ducass



Wahiba
Hammaoui



Rachid
Jankari



Pierre
Musso

CHIFFRES CLÉS

6

INTERVENTIONS PUBLIQUES



9

MISSIONS DANS LES PSEM



5

PUBLICATIONS



LIBÉRER LE POTENTIEL DE CROISSANCE DE LA RÉGION PAR UN SYSTÈME DE TRANSPORTS INTÉGRÉ



PORTER UNE VISION TRANSVERSALE ET COMPLÉMENTAIRE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE

Compte tenu du rôle primordial des infrastructures de transports dans l'élargissement et l'intégration des marchés par la facilitation des mouvements des personnes et des biens, la mise en place d'un système de transport et de logistique multimodal, adapté, efficace, sécurisé, et à moindre coût en Méditerranée constitue une condition préalable à l'intégration régionale.

Or, dans la région méditerranéenne, plus de 95% des échanges de marchandises ont lieu par voie maritime.

Les autres modes de transport jouent un rôle mineur : le routier représente 4% des échanges, et l'aérien et le ferroviaire moins de 1%. De même, au sein des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, les flux de marchandises, tout comme les flux de passagers, s'effectuent principalement par transport routier. Ces observations ainsi que la clôture en 2009 du programme Meda-Mos ont conduit l'IPEMED à s'intéresser d'abord, aux autoroutes de la mer transméditerranéennes, objet d'une note en 2010. Puis, dans le cadre de l'étude portant sur la contrainte carbone en Méditerranée (2012),

une attention particulière a été portée aux défis du développement durable pour le secteur aérien ; ouvrant ainsi la voie à un chantier plus global sur les liens entre « climat » et « transports ».

LE FERROVIAIRE, COLONNE VERTÉBRALE DE L'INTÉGRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE

Le ferroviaire a un poids faible dans le transport de marchandises et de passagers en Méditerranée, en dépit de ses atouts environnementaux et économiques. En 2014, l'Institut a souhaité se consacrer à l'analyse monographique des réseaux de chemins de fer dans les trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et aux bénéfices qui seraient induits par la mise en place d'un axe ferroviaire transmaghrébin. Cette étude a mis en exergue les complémentarités existantes entre les trois réseaux et leurs acteurs et a identifié des éléments structurants permettant de faire du transport ferroviaire, la colonne vertébrale de l'intégration

Séminaire sur la sûreté ferroviaire, 2013



maghrébine et euro-méditerranéenne. Cette démarche a été plébiscitée lors du séminaire de haut niveau, organisé en novembre 2014, à Tunis, en partenariat avec la SNCF, Euromed Transport Project et la SNCFT. Les participants à ce séminaire, parmi lesquels le Secrétaire général du ministère des Transports tunisiens, les représentants des opérateurs ferroviaires des pays du Maghreb, des bailleurs de fonds (AFD, BEI, BERD, BAD), du CETMO et du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée se sont accordés sur des actions thématiques : l'harmonisation du cadre normatif et le développement de l'interopérabilité, et sur la nécessité d'initier des projets communs transmaghrébins.

La promotion d'une configuration maghrébine du transport ferroviaire est aussi allée de pair avec une réflexion sur les collaborations possibles en matière de coopération industrielle, de formation, puis dans le cadre d'une approche régionale, sur l'articulation nécessaire entre les façades maritimes et les arrière-pays via le développement notamment de plateformes multimodales.

Pour l'IPEMED, les chantiers menés sur cette thématique sont indissociables d'un questionnement sur les politiques d'aménagement du territoire en Méditerranée et *in fine* sur la gouvernance.



L'IPEMED contributeur dans l'ouvrage collectif « Économie circulaire et écosystèmes portuaires » de la collection Les Océanides de la Fondation SEFACIL. L'article de Kelly Robin questionne l'échelle pertinente pour une meilleure gestion des ressources en Méditerranée et, au-delà, le rôle des espaces portuaires en Méditerranée, entre espaces de « transit de l'économie-monde » et microcosmes des dynamiques d'intégration en Méditerranée.

PUBLICATIONS MAJEURES



Les Notes d'IPEMED, n°7
« Les autoroutes de la mer, des perspectives prometteuses en Méditerranée »
février 2010



Études & Analyses
« Les transports ferroviaires au Maghreb »
novembre 2014

CHIFFRES CLÉS



4

ÉVÉNEMENTS, DONT
2 SÉMINAIRES DE HAUT NIVEAU



250

ACTEURS MOBILISÉS



6

VIDÉOS

VERS UN MODÈLE TOURISTIQUE DURABLE ET INCLUSIF

La région méditerranéenne est la plus touristique au monde (300 millions d'arrivées internationales en 2010) et l'activité qui en découle est primordiale pour son économie, comme en témoignent les études sur le Maroc et la Tunisie réalisées respectivement en 2012 et 2013. Cependant, les conséquences du « tourisme de masse », modèle jusqu'alors en vigueur dans les PSEM, sont dramatiques : dégradation de la biodiversité, notamment sur les côtes, multiplication des conflits d'usage du sol et des ressources naturelles, etc. L'évolution de la demande de tourisme méditerranéen, l'avènement de pratiques touristiques plus personnalisées, orientées vers l'offre culturelle et plus respectueuses de l'environnement incitent également à refonder le modèle touristique sud-méditerranéen.

Pour cela, l'IPEMED a examiné le rôle fondamental des systèmes de transports dans l'optimisation des flux touristiques et l'amélioration de l'accessibilité des destinations méditerranéennes, l'accroissement qualitatif et quantitatif des infrastructures nécessaires au développement touristique, le poids structurant des firmes dans l'aménagement du territoire, les conditions d'une diversification de l'offre touristique, et notamment les mesures indispensables au renforcement des capacités du secteur et de sa gouvernance, à la formation professionnelle, etc.

PROMOUVOIR UNE VISION TRANSVERSALE DES ENJEUX TOURISTIQUES EN MÉDITERRANÉE

Dans le cadre de cette approche intégrée, le tourisme doit contribuer au développement socio-économique

et territorial du Sud, à travers un modèle touristique durable et inclusif, avec une forte connotation d'aménagement du territoire. C'est pourquoi l'IPEMED a décliné progressivement son chantier « Tourisme » dans l'ensemble de ses réflexions sectorielles, s'intéressant par exemple à la qualité des eaux de baignade et à l'amélioration de l'assainissement dans le bassin méditerranéen, avec l'appui de l'Office français de la Fondation de l'éducation à l'environnement, organisme en charge de la gestion du Pavillon Bleu en France. De même, l'accent a été mis sur la mise en valeur des synergies entre tourisme et agriculture, tourisme et TIC, tourisme et emploi, etc.

JL. Guigou, 2013

« Le temps du lancement de l'UpM, dans lequel s'inscrivait la création de l'IPEMED, était celui du rebond euro-méditerranéen avec pour objectif d'établir un modèle de coopération Nord-Sud à la hauteur des enjeux géoéconomiques contemporains. La crise financière, les conflits et la crise des migrants ont plombé le projet. La tension se reflète dans la crise du tourisme qui frappe la région. L'instabilité au Sud rebute les opérateurs, pour qui le risque politique et terroriste est réhibitoire, et les vacanciers du Nord et du Sud, inquiets, se détournent de ces destinations.



Le tourisme s'enraye même dans les pays épargnés par les troubles, comme le Maroc et la Jordanie. Le relâchement du tourisme trahit la tendance au repli qui s'installe dans les sociétés des deux rives. Dans ce contexte, le mérite de l'IPEMED est de n'avoir jamais renoncé à promouvoir la confiance. Il l'a fait à travers un vaste travail d'acquisition de la connaissance, nécessaire pour briser les idées préconçues qui cloisonnent, et par la défense de ce qui rapproche les deux rives : la convergence des intérêts économiques et des valeurs sociales. La crise actuelle passera, mais elle emportera avec elle l'ancien équilibre régional. C'est pourquoi il faut continuer à œuvrer pour un modèle fondé sur l'équité socio-économique, la préservation de l'environnement, un meilleur partage du progrès et un déplacement au sud de la centralité méditerranéenne. À cet égard, l'insertion progressive de l'Afrique sub-saharienne dans l'espace régional étendu offre aux pays du Sud une formidable opportunité de se positionner au cœur du dispositif économique euro-africain. >>

Maxime Weigert
Expert associé



L'article de Maxime Weigert paru dans l'Annuaire de la Méditerranée de l'IEMED analyse l'impact des révolutions arabes qui ont révélé l'obsolescence de modèles touristiques fondés

à la fois sur l'autoritarisme social et sur une offre déconnectée des territoires. Il propose la mise en place des stratégies sectorielles innovantes visant à diversifier l'investissement, l'offre et l'emploi et à mieux segmenter le marché.

PUBLICATIONS MAJEURES



Les Notes d'IPEMED, n°10
« Renouveler le tourisme euro-méditerranéen : le grand chantier »
mai 2010



Les Notes d'IPEMED, n°12
« Le tourisme en Tunisie. Les défis à l'heure de la transition démocratique »
janvier 2012



Construire la Méditerranée
« Le rôle des firmes touristiques dans le développement du tourisme au Maroc »
février 2013

CHIFFRES CLÉS

3



ÉVÉNEMENTS

200



PLUS DE ACTEURS SENSIBILISÉS

5



PUBLICATIONS

13 UN RÉSEAU INTERNATIONAL AVEC UNE BASE ÉLARGIE DE SOUSCRIPTEURS ET DE PARTENAIRES



JL. Guigou, F. Zmokhol, MA. Moratinos, JM. Paintendre

Depuis 2007, fort du soutien de ses membres fondateurs français, l'IPEMED a œuvré pour élargir et internationaliser sa base de souscripteurs et de partenaires avec trois axes prioritaires :

- constituer une base de membres en adéquation avec les principaux thèmes de travail du think tank ;
- se rapprocher des problématiques locales ;
- élargir les horizons thématiques et géographiques.

Cette démarche répond aux missions que l'IPEMED s'est assignées, être international et paritaire afin de représenter au mieux l'intérêt général du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

L'ENRICHISSEMENT DES TRAVAUX DU THINK TANK PAR L'EXPERTISE DE SES MEMBRES

Dès sa création, l'IPEMED a identifié les secteurs clés de l'intégration économique euro-méditerranéennes. Plusieurs chantiers ont

été conduits avec les membres d'origine (Engie pour l'énergie, Suez pour l'eau et l'assainissement, Air France et SNCF pour les transports, etc.) qui ont contribué à l'opérationnalisation des rapports et à faciliter leur diffusion auprès des décideurs politiques régionaux. L'efficacité de cette synergie avec les acteurs économiques a poussé l'Institut à rechercher de nouveaux membres œuvrant dans des secteurs d'étude de l'IPEMED en cours ou émergents :

- Le Crédit Agricole du Maroc et le Groupe Avril (Sofiproteol) pour l'agroalimentaire ;
- Orange pour le numérique ;
- La Macif et le Crédit coopératif pour l'économie sociale et solidaire ;
- Sanofi et Unimed pour la santé ;
- Bpifrance, Safran et Al Badr pour la coproduction.

Cette coopération avec les membres fondateurs a porté sur :

- La **réflexion** : participation aux groupes de travail thématiques ;

- La **diffusion des idées** : organisation de séminaires de restitution conjoints et participation à des conférences ;
- Le **portage des propositions auprès des politiques** : rencontres bilatérales, débats lors des Forums annuels de l'IPEMED, articulation avec le Comité d'orientation politique.

DES ACTIONS LOCALES POUR UNE AMBITION GLOBALE

Afin d'identifier et de répondre au mieux aux besoins des acteurs économiques locaux, l'IPEMED a adopté une approche *bottom-up*. Cette orientation s'est matérialisée par :

- L'arrivée de nouveaux membres fondateurs en provenance des pays du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Espagne, Liban, Maroc, Mauritanie, Tunisie) ;
- La conclusion de conventions de partenariats avec plusieurs organes régionaux (Conseils régionaux, CCIR et agences de développement) ;

JL. Guigou, C. Wulff, 2015





Conférence « PME et monde arabe », 2014

- La signature de protocoles d'accord avec des rassemblements de décideurs économiques du Nord et du Sud (EMA en Allemagne, RDCL au Liban, CGEM au Maroc et IACE en Tunisie).

DES PARTENARIATS POUR DE NOUVEAUX HORIZONS

Afin de prendre en compte la multiplicité des échanges méditerranéens qu'ils soient sociaux, culturels ou politiques et ainsi d'élargir son champ d'étude, l'IPEMED a noué un partenariat avec l'Union pour la Méditerranée, organisation intergouvernementale

rassemblant 43 États qui fournit un forum unique pour améliorer la coopération et le dialogue régionaux dans la région. Par ailleurs, l'IPEMED assure la vice-présidence de MED Confédération, association initiée par La Caixa, membre fondateur de l'IPEMED, qui entend donner un nouvel élan à la coopération socio-économique en regroupant plusieurs institutions multisectorielles comme IEMed et TEPAV.

Dans le contexte d'émergence du continent africain et de diversification des économies du Moyen-Orient, la Méditerranée, trop longtemps tournée vers l'Europe, doit

redevenir une grande région centrale entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Afin d'accompagner ce mouvement souhaitable et inéluctable, l'IPEMED a élargi géographiquement son champ d'étude dans le cadre du projet La Verticale et ses partenariats en se rapprochant du Club Efficience, cercle de réflexion regroupant des membres issus de la diaspora afro-française, et d'Arab Business Leaders, organisation indépendante basée à Dubaï et créée afin de promouvoir les relations économiques entre le monde arabe et les autres régions du globe.



Union pour la Méditerranée
Union for the Mediterranean



EMA
Euro-Mediterran-Arabischer Länderverein
المنظمة العربية الأورومتوسطية للتعاون الاقتصادي
Euro-Mediterranean-Arab Association

“ *Chahutée par des crises multiples, l'unité méditerranéenne ne saurait venir aujourd'hui que d'une exploitation économique qui réduit les inégalités. Les entreprises du Nord et du Sud ont justement pris conscience des synergies à tirer de partenariats durables et plus justes.*

Cette dynamique, conceptualisée sous le terme de coproduction, assure aussi bien un meilleur partage de la valeur ajoutée qu'une plus grande compétitivité des entreprises. Des complémentarités se dessinent également avec l'Afrique subsaharienne, futur partenaire clé d'une intégration verticale indispensable. »

Martin Fleury

Fondateur du cabinet de conseil R.M.D.A.
Expert associé



“ *Aborder la question de l'IPEMED, c'est traiter indirectement de celle de la Méditerranée et du rôle qu'on entend faire jouer à cette mer dans les années futures. Tour à tour, lac intérieur, puis frontière perméable et lieu de transit, la Méditerranée a généré sur ses côtes trois religions monothéistes, de nombreuses grandes et riches civilisations, une culture commune et un art de vivre.*

Elle est aujourd'hui un espace de défis, de questions et de potentialités, fruit d'une histoire récente chaotique et d'inégalités croissantes. Comprendre ces enjeux et proposer des alternatives et solutions, voilà la fonction que s'est donnée l'IPEMED. Nous avons besoin de ces institutions et organismes qui constituent des ponts entre deux rives qui sont à la fois proches et distantes au gré des vicissitudes de l'histoire et du contexte géopolitique. En cela, je soutiens l'action menée depuis dix ans désormais, une action visant à mieux cerner les enjeux de cette région et à rapprocher les esprits et les cœurs. »

Bariza Khiari

Sénatrice



L'IPEMED, AUX CÔTÉS DES ACTEURS QUI FONT LA MÉDITERRANÉE

DES ÉVÉNEMENTS POUR DÉCLOISONNER LES IDÉES

Ces dix années de réflexion ont été autant des moments riches d'échanges entre acteurs économiques, politiques et issus de la communauté scientifique du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Que ce soit au sein des groupes de travail restreints ou dans de grands forums, tous les événements organisés par l'IPMED ont le même objectif : le brassage d'idées, le partage d'expertises et le croisement des regards afin d'établir des diagnostics partagés et de proposer des recommandations pertinentes et adaptées.

→ GRANDS FORUMS

Les grands forums (Entretiens de la Méditerranée, Forum EMCC, Forums annuels) rassemblent, sur une ou deux journées, des acteurs clés de la Méditerranée autour des experts et des idées de l'IPEMED. Ces temps forts permettent de valoriser les productions de l'Institut, de sensibiliser les pouvoirs publics méditerranéens et de faire avancer la Méditerranée de demain. Ils traitent souvent des questions au cœur de l'intégration régionale comme la coproduction ou la convergence euro-méditerranéenne.

Tunis, 2010



6 GRANDS FORUMS



Paris, 2012

→ SÉMINAIRES DU MONDE MÉDITERRANÉEN

Les Séminaires du Monde Méditerranéen (SMM) ont été un outil très efficace de construction d'une expertise collective. Dans ces séminaires restreints de haut niveau, une quarantaine de participants, choisis sur dossier, échangeaient à clé fermée pendant deux jours autour d'une question cruciale pour la Méditerranée (eau, sécurité alimentaire, énergie et développement). Intervenants et participants se mélangeaient, partageaient et proposaient des recommandations concrètes recueillies dans un appel.

SMM énergie, 2010



150 PARTICIPANTS ISSUS DE 13 PAYS



SMM agriculture, 2009

→ SÉMINAIRES ET COLLOQUES

Les séminaires et colloques permettent, sous un format davantage réduit, de traiter des questions sectorielles, d'ouvrir le débat, d'approfondir la réflexion et de suggérer des nouveaux chantiers d'étude. Ce sont des temps forts d'échange et de construction d'une réflexion commune.

Séminaire 2IM, 2009



60 COLLOQUES



Séminaire PPP, 2011

→ LES PETITS DÉJEUNERS DE LA MÉDITERRANÉE

Les petits déjeuners de la Méditerranée alimentent, depuis dix ans déjà, de façon régulière, le débat méditerranéen. Les ingrédients sont toujours les mêmes : une introduction par le Président de l'IPMED, un acteur du Nord, un acteur du Sud et une publication de l'Institut. Des échanges vifs et très libres sont encouragés, souvent en lien avec l'actualité économique et politique de la région.

Le partenariat agricole, 2012



35 PETITS DÉJEUNERS



La contrainte carbone, 2012

→ RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE

La réunion annuelle du Comité d'orientation politique et le dîner de gala sont un des points culminants de la vie institutionnelle de l'Institut. C'est l'occasion de lancer un appel aux dirigeants politiques des deux rives de la Méditerranée sur l'urgence de mettre en place des politiques actives en faveur de l'intégration régionale.

Paris, 2016



1 DÎNER DE GALA ANNUEL



A. Juppé, P. Roumeliotis, F. Oualalou, A. Azoulay, H. Védrine,
Paris, 2009

→ DÉJEUNERS POLITIQUES

Les déjeuners politiques sont de temps d'échange privilégiés entre des personnalités politiques, invitées à confronter leur vision stratégique et politique de la Méditerranée, et des dirigeants des entreprises fondatrices de l'IPEMED.

MA. Moratons, F. Zmokhol, N. Freem, Liban, 2015



10 DÉJEUNERS POLITIQUES



PLUS DE

100

ÉVÉNEMENTS



PLUS DE 6 000 ACTEURS
DIRECTEMENT MOBILISÉS

“ Nous, chefs d’entreprise, sommes le fer-de-lance de l’intégration économique prônée par l’IPEMED et les bâtisseurs d’un espace régional euro-méditerranéen dans lequel la complémentarité, la proximité et la solidarité sont des facteurs de compétitivité indéniables.

Nous accompagnons l’IPEMED, qui a créé un réseau de confiance et de compétences, en promouvant des idées nouvelles, prospectives et en portant auprès des décideurs politiques des propositions pour améliorer l’environnement économique. Les travaux sur la coproduction sont illustratifs de la « méthode IPEMED » en mixant les expertises entrepreneuriales et académiques et en formulant des recommandations pour résoudre les problèmes d’intérêt général.

En tant que dirigeant d’un groupe tunisien présent dans plusieurs pays européens, je soutiens la démarche de l’IPEMED et son élargissement à la région Afrique-Méditerranée- Europe par la création de la fondation internationale La Verticale qui contribue à la régionalisation de l’économie mondiale. Pour les pays du Maghreb et leurs chefs d’entreprise, c’est une opportunité remarquable de jouer un rôle central dans l’intégration économique de cette grande région ».

Abdesselem Ben Ayed
Président du Groupe Al Badr
Membre fondateur



L'IPEMED, ACTEUR DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

DANS LES MÉDIAS

Durant dix ans, l'IPEMED est apparu à de nombreuses reprises dans les médias internationaux. Le président fondateur, Jean-Louis Guigou, ainsi que les autres présidents, les experts et les chefs de projet ont fait part de leurs visions et positions dans la presse écrite internationale. Les différents rapports du think tank ainsi que les événements ont bénéficié également d'une couverture médiatique.



Les "quartiers d'orange" Nord-Sud, par Jean-Louis Guigou

LE MONDE | 20.03.07 |

Depuis la chute du mur de Berlin, les relations internationales se sont transformées. Avec l'échec des négociations de Doha en juillet 2006, cette évolution s'est accélérée. Dès 1990, les États-Unis ont compris la régionalisation de la mondialisation : plutôt que des délocalisations sauvages lointaines, ils ont préféré que ça se passe dans leur jardin, au Sud. Ainsi fut créée, en 1994, l'Aléna, une zone de libre-échange et de réglementations multiples, qui associe le Canada, les États-Unis et le Mexique. Presque simultanément, en 1991, les États de l'Amérique du Sud ont créé le Mercosur. Ces deux structures légères, Aléna et Mercosur, se concurrencent, mais il est admis par tous que c'est dans un cadre régional que le développement américain se fait désormais. Les États-Unis l'ont compris, qui consacrent à l'Amérique latine 18 % de leurs investissements directs à l'étranger (IDE).

Dans le même temps, le Japon, menacé de vieillissement et refusant toute immigration, s'est lancé dans une vaste opération de redistribution de son appareil de production en investissant en Chine, en Corée du Sud et dans les dragons du Sud-Est asiatique. Ainsi s'est constituée une deuxième reconnexion Nord-Sud puissante, puisque le Japon consacre lui aussi 18 % de ses IDE à cette zone.

Ainsi naissent des "quartiers d'orange", des blocs de systèmes industriels, commerciaux et financiers intégrés Nord-Sud qui avancent à la même heure, insérés entre deux ou trois fuseaux horaires.

Le monde des années 1950 n'associait (OCDE) ou n'opposait (conflit Est-Ouest) que les pays du Nord. Ce monde est bien fini. Depuis, l'Europe a fait la moitié du chemin et poursuivi son élargissement de 6 à 27 États membres. Il lui faut maintenant se tourner vers son Sud, vers les pays arabes et ceux d'Afrique.

L'avenir de l'Europe, du monde arabe, d'Israël et de la Turquie se joue en Méditerranée. La proximité géographique et la complémentarité jouent dans les deux sens : l'Europe a besoin du dynamisme démographique et des marchés émergents de la rive méridionale ; le Sud a besoin du savoir-faire de l'Europe et d'une Europe solidaire pour affronter le choc de l'ouverture commerciale, le défi des emplois à créer et des réformes politiques et sociétales que la modernité exige. L'alternative pour les deux rives est claire : s'associer et devenir une des régions majeures du globe, ou être éclatées, donc marginalisées.

La proximité géographique, en réduisant les coûts de transport, explique que les trois quarts des échanges se font avec les voisins. Elle joue aussi un rôle déterminant pour l'apprentissage de l'internationalisation des PME-PMI qui ne peuvent affronter les marchés lointains comme les grandes entreprises. À l'évidence, les PME algériennes, africaines, marocaines, mais aussi françaises ou danoises ont besoin d'un espace régional réglé pour ne pas laisser la Chine devenir la seule usine du monde, le Brésil la seule ferme du monde et les États-Unis le seul quartier général.

Le deuxième argument de la régionalisation est celui de la régulation de la mondialisation. À l'échelle de ces quartiers d'orange Nord-Sud, il est plus réaliste qu'à l'échelle mondiale d'établir des accords commerciaux pour enclencher le développement ; plus facile, aussi, de surveiller les normes environnementales, d'aborder les questions de protection des travailleurs, d'assurer la reconnaissance mutuelle des diplômes pour faciliter les mobilités de la main-d'œuvre. Les quartiers d'orange régulés, maîtrisés, peuvent ainsi devenir de vrais districts industriels, où la solidarité et le destin commun imposent des règles de protection vis-à-vis de l'extérieur, des circuits courts, traçables, de qualité, une gestion équilibrée entre sécurité et mobilité.

Le Huffington Post – Le 26/10/2015 – 07h04



Jean-Louis Guigou
Haut fonctionnaire
et fondateur du think tank
euroméditerranéen IPEMED

Quand la Chine s'enrhume...

INTERNATIONAL. - Il est trop tôt pour mesurer la portée de la crise économique en Chine, trop tôt pour savoir si elle est structurelle ou ponctuelle, trop tôt pour savoir si les fragilités de ses marchés financiers, de son système bancaire, de son marché immobilier et de sa démographie ("papy-boom") pourraient se conjuguer en un ralentissement durable. Mais on peut d'ores et déjà tirer un enseignement : la Chine ne peut plus être la locomotive de la croissance mondiale. D'une manière générale, l'Europe, qui semble promise à de faibles taux de croissance pour la décennie qui vient, ne peut s'en remettre au dynamisme de quelques grands acteurs globaux - Chine, États-Unis, Inde, Brésil...

Bien entendu, ces grands acteurs globaux de la mondialisation ont un rôle essentiel. Mais il est indispensable de prendre conscience du rôle clé de l'autre grande transformation de l'économie internationale : la régionalisation, c'est-à-dire la constitution de grands ensembles de pays que leur complémentarité et leur proximité rassemblent. Du reste ne voir dans la Chine qu'un acteur global serait un contresens. En même temps qu'elle transformait son système économique interne, la Chine a, dès les années 1990, modifié radicalement sa stratégie régionale en jouant le jeu de l'intégration Est asiatique (accords "Asean+3" c'est-à-dire Asean + Chine + Japon + Corée du Sud). Même si les relations y sont complexes, notamment avec le Japon, c'est bien la stratégie chinoise d'intégration Est asiatique qui lui a donné la base nécessaire pour conquérir les marchés mondiaux. L'OMC ne cesse d'expliquer qu'une grande partie des exportations chinoises sont faites d'assemblage de sous-ensembles conçus au Japon et produits en Malaisie, à Taïwan, en Corée... Dans les années 1980 seul un tiers des exportations des pays d'Asie orientale se destinaient à d'autres pays de la région ; aujourd'hui on approche les deux-tiers. Lorsque les Japonais, non pas "délocalisent" comme on dit encore trop souvent, mais "relocalisent" leur appareil productif à l'étranger, c'est le plus souvent dans les pays émergents de leur région qu'ils le font. Autrement dit, l'opinion publique a bien vu le train de la globalisation mais elle a mal vu celui de la régionalisation. Ces deux grandes tendances de l'économie mondiale se conjuguent, la dialectique globalisation-régionalisation est la clé des transformations à l'œuvre.

Les pays européens ont été les précurseurs de la régionalisation. Pour toutes sortes de raisons économiques (trop faible R&D) et institutionnelles (trop faible fédéralisation), l'Europe ne peut, seule, faire face à la montée en puissance asiatique et à la colonisation technologique

ÉCONOMIE
LIBAN - CONFÉRENCE

La Banque méditerranéenne de développement, un projet en gestation qui pourrait bénéficier au Liban

Par Khalil HAYEM | vendredi, juin 17, 2011



De gauche à droite, le gouverneur de la Banque du Liban (BCL), Riad Salamé, le dirigeant général de l'IPMED, Jean-Louis Guigou, le président de l'AIL, Nahoum Freni, et le président de la commission française chargée du projet, Charles Méheut.

Le projet de création d'une banque méditerranéenne pour le développement a été au cœur d'une conférence organisée mercredi à l'école supérieure des affaires (ESA). À cette occasion, les participants ont souligné que ce projet d'envergure pourrait permettre au Liban de se libérer des rouages politiques internes pour concrétiser ses grands projets d'infrastructure. L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) et l'association des jeunes entrepreneurs libanais ont organisé mercredi une conférence à l'école supérieure des affaires

l'Economiste
Maghrébin

Le 2 décembre 2014

L'AGRICULTURE EN MÉDITERRANÉE :

Pour la mise en place d'alliances stratégiques basées sur la coproduction



Par Xavier Beulin, Président de Sofprotec, Président d'EMCC
21/12/2014 à 11h38

Xavier Beulin

Au-delà de la recherche de bénéfices et de la conquête de nouveaux marchés, comment impliquer les entreprises dans la construction d'une région intégrée économiquement en Méditerranée ? La question est d'autant plus actuelle que les pays de la rive sud de la Méditerranée se doivent de stabiliser leurs économies et que les pays de la rive nord n'arrivent pas à se sortir d'un déficit de croissance depuis 2008. Face leurs choix en matière de répartition de la chaîne de valeur et leur anticipation des tendances lourdes de l'avenir, les entreprises peuvent jouer un rôle pour favoriser la construction d'une nouvelle région mondiale Europe-Méditerranée-Afrique avec pour principes fondateurs, la complémentarité, la solidarité et la croissance partagée.

L'agriculture, un secteur prioritaire dans le cadre duquel peuvent être développées des stratégies de coproduction menées par des entreprises du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Le secteur agricole et agroalimentaire permet tout particulièrement de mettre à profit les complémentarités qui existent entre pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. En effet, le déficit de la balance agricole des PSEM (Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, hors Turquie), s'est creusé de 60 % depuis 1996, atteignant 26 milliards de dollars pour l'ensemble des PSEM en 2011. Dans la liste des douze catégories de produits agricoles établie par les Nations unies, seuls les fruits et légumes affichent un excédent commercial dans les PSEM alors que neuf produits alimentaires enregistrent un déficit exprimé à un milliard de dollars. Le déficit des PSEM est principalement lié aux importations de produits de base au premier rang desquels on trouve les céréales (25 %), les oléagineux et les huiles (14 %), les fruits et légumes (8 %), les produits laitiers (5,8 %) et le sucre (5,4%). Dans le filière élevage, on constate depuis quelques années une demande croissante dans les pays du pourtour méditerranéen, en particulier au Liban et, plus récemment, en Turquie et en Algérie. Entre 2003 et 2010, les tonnages en produits agricoles et alimentaires exprimés en équivalents énergétiques sont croître de 80 %, ce qui représenterait un doublement sans un triplement des marchés correspondants en valeur.

Les entreprises européennes gagneraient à construire des alliances stratégiques, tant commerciales que productives avec les PSEM

L'autosuffisance alimentaire n'étant pas envisageable à moyen terme dans les PSEM, le recours au marché international s'avère indispensable. De plus en plus, les pays riverains de la mer Noire, l'Australie, le Canada, le Brésil, l'Argentine deviennent les fournisseurs des PSEM, l'Union européenne et le continent américain (Sud et Nord réunis) assurent plus des deux tiers de l'approvisionnement et se disputent le leadership en Méditerranée.

La mondialisation tend de plus en plus à se structurer autour de sous-ensembles macro-régionaux : Aléna, Asean, Mercosour etc.

La région Europe-Méditerranée, à laquelle il faudrait ajouter l'Afrique, constitue potentiellement une région géostratégique avec les arguments essentiels de la proximité, de la complémentarité et de la solidarité. Profiter de la proximité géographique et des complémentarités des productions est une opportunité pour les entreprises agricoles et agroalimentaires européennes, en particulier françaises.

Les entreprises pourraient jouer un rôle pionnier dans la construction de cette grande région Europe-Méditerranée-Afrique en multipliant la conclusion d'alliances stratégiques inter-entreprises pour permettre la mutualisation des risques et le partage de la chaîne de valeur, notamment mais non exclusivement, dans le secteur agricole.

Enfin, une action politique commune des entreprises du Nord et du Sud dans le cadre d'un mouvement trans-méditerranéen tel que celui d'EMCC lancé par IPMED, pourrait permettre l'avènement d'un partenariat agricole et agroalimentaire euro-médité-

DE NOMBREUX PARTENARIATS MÉDIAS

Que ce soit lors des petits déjeuners de la Méditerranée, des grands forums, de la Semaine économique de la Méditerranée, voire de la COP21, l'IPEMED a toujours recherché la mise en place des partenariats média afin de maximiser la diffusion de ses idées et contenus et de toujours toucher un public, d'acteurs économiques et politiques, le plus large possible.



L'IPEMED est, depuis sa création en 2006, considéré comme une source d'expertise du monde économique euro-méditerranéen. Que ce soit par la voix de son président, de ses membres fondateurs ou de ses experts, l'IPEMED prend part aux différents débats politiques dans la presse audiovisuelle internationale afin d'apporter un éclairage et une vision.



Radio Aligre FM, émission « Liberté sur paroles », interview de Macarena Nuño, chef de projet, novembre 2013



Radio 2M (Maroc), juillet 2014, citation de l'étude sur les financements innovants



RFI, émission « Eco d'ici, éco d'ailleurs », novembre 2014, interview de Radhi Meddeb, président de l'IPEMED



Future TV Network (Liban), émission « Business Mag », avril 2015, interview de Miguel Angel Moratinos, président du COP



France 24, émission « L'invité du jour », mai 2015, interview d'Amal Chevreau, directrice des études



BFM Business, émission « Tech&Co », novembre 2015, participation d'Alain Ducass, expert associé TIC



En lançant, en 2015, son projet innovant de La Verticale, l'IPEMED a également suscité l'intérêt de nombreux médias du monde entier.

Süddeutsche Zeitung

THEMEN DES TAGES

Mittwoch, 4. November 2015

Bayern, Deutschland, München Seite 2

AUSSENANSICHT

Rendezvous der Kontinente

Wenn Afrika und Europa wirtschaftlich enger zusammenarbeiten, stärkt das beide. Amerika und Asien machen es vor. *Von Miguel Angel Moratinos*

Europas südliche Nachbarschaft – also der Maghreb sowie Afrika südlich der Sahara – gleicht einem ausbrechenden Vulkan. Religionen, deren Angehörige sich bekämpfen, Staaten, die zusammenbrechen, Terroristen, die von einem Land ins andere ziehen, Kriege und Aufstände, die die Menschen in die Flucht treiben. Und doch: Es gibt nicht nur schlechte Nachrichten. Positive Trends sind gerade im Gange, sie machen Hoffnung auf ein neues Zusammenrücken zwischen Nord und Süd.

Am 10. und 11. November wird auf Malta der nächste Gipfel zwischen der Europäischen Union und den Staaten Afrikas stattfinden. Er sollte sich nicht nur den dringenden Fragen von Flucht und Einwanderung widmen. Es lohnt sich weiter zu gehen. Er sollte den Grundstein legen für einen neuen Pakt zwischen Europa, dem Mittelmeer und Afrika. Die Voraussetzungen dafür sind trotz mancher Schreckensnachrichten aus dem Maghreb oder aus Zentralafrika günstig: Angesichts der Migrationsströme entdecken europäische Politiker gerade „ihren Süden“ wieder – und damit auch jene Werte Europas, die in der Bevölkerung des Südens gerade besondere Anziehungskraft entfalten.

Wir beginnen langsam zu verstehen, dass Europa seine Probleme in den Bereichen Demografie, Wachstum, Wettbewerbsfähigkeit und Wohlfahrt nicht alleine lösen können – nicht ohne eine en-

ge Zusammenarbeit mit den südlichen Mittelmeerstaaten und letztlich auch mit Afrika südlich der Sahara. Die Region zieht zu nehmend Investoren an; unter den am schnellsten wachsenden Volkswirtschaften 2014 sind fünf afrikanische Staaten.

Die geografische und kulturelle Nähe zwischen Menschen aus Europa und Afrika, deren Biografien infolge von Kolonisierung, Dekolonisierung und Befreiungskriegen vielfach verschlungen sind, die manchmal eifersüchtig aufeinander sind, sich aber doch respektieren und mögen, ist eine wertvolle Ressource. Wertvoll sind auch die vielen jungen Menschen in den südlichen Ländern, die engagierten Frauen und innovativen Unternehmer, die für ihre Emanzipation kämpfen – und für eine Anbindung an Europa. Die kurzfristigen Bilder der aktuellen Umbrüche mögen Angst machen. Doch es ist ermutigend, dabei zu sein, wenn Geschichte geschrieben wird. Auf lange Sicht betrachtet ist hier, das Rendezvous der Zivilisationen am Werk, um es mit den Worten des französischen Historikers Emmanuel Todd zu beschreiben.

In der aktuellen Gemengelage sind zwei Szenarien möglich: Im ersten bleibt eine koordinierte und ambitionierte Reaktion Europas auf die Zustände im Süden aus. Eine „Jeder für sich“-Mentalität setzt sich durch. Furcht greift um sich. Den politischen Verantwortlichen fehlt der Mut, eine Vision für die Zukunft zu entwerfen; intellektuelle nehmen an der Debatte nicht teil. Europa macht sich zur Festung und wird alt.

Ein Forum nach dem Vorbild von Asien könnte den Kapitalfluss erleichtern

Ökonomische Stagnation führt zu Armut. Populistische Bewegungen erringen Mehrheiten, die Europäische Union beginnt zu zerfallen. Afrika wird geplündert, und die arabische Welt muss mit ansehen, wie die sinkenden Öl- und Gasemittenden die Existenz ihrer Staaten bedrohen.

Im zweiten Szenario schlägt die Europäische Union ihren südlichen Nachbarn ein neues Paket vor: die nächste Seite der

gemeinsamen Geschichte zusammen zu schreiben. Dabei geht es um die folgenden Schritte: Wir müssen erstens eine höhere Anzahl von Migranten aufnehmen – so viele, wie Europa braucht. Der Pariser Demografie-Experte Hervé Le Bras hat errechnet, dass wir jährlich 2,2 Millionen Flüchtlinge aufnehmen müssten, um bis ins Jahr 2050 das heutige Niveau der ökonomisch aktiven Bevölkerung halten zu können – das sind dreimal so viele Migranten, wie heute netto in die EU einwandern. Zweitens müssen wir die Entwicklungshilfe durch eine Ko-Entwicklungsstrategie ersetzen – das heißt: den Süden mit gemeinsamer Wertschöpfung und Technologie-Transfer unterstützen.

Europas südliche Nachbarn müssen zur Schlüsselregion werden, wenn es um die Verbreitung digitaler Technologien geht. Das Konzept der Koproduktion, bei dem Kunden sich in Partner verwandeln, sollte zur Regel werden. Die Vision von industrieller Entwicklung im Süden ist nicht unrealistisch: Die Weltbank schätzt, dass sich 85 Millionen Jobs aus China in andere Weltre-

gionen verlagern werden. Die südlichen Mittelmeer-Anrainer und afrikanische Staaten könnten davon besonders stark profitieren.

Der dritte Schritt wäre die Gründung einer Stiftung namens „Vertikale Afrika-Mittelmeer-Europa“. Sie könnte ein Treffpunkt für die Eliten sein, ein politischer und ökonomischer Schmelztiegel – ähnlich der von den UN gegründeten Economic Commission for Latin America (ECLA) oder dem Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA). Eine interkontinentale Entwicklungsbank – nach dem

Für Nord-Süd-Integration gibt es ganz pragmatische, das heißt: ökonomische Gründe

Vorbild der Inter-American Development Bank oder der Asian Infrastructure Investment Bank – würde viertens den Kapitalfluss zwischen den Regionen erleichtern und langfristige Sicherheit für Investitionen garantieren.

Fünftens und letztens müssen wir unsere Wahrnehmung und unser Verhalten gegenüber Menschen aus dem Mittelmeerraum und Afrika ändern. Aus der Eroberungshaltung sollte eine Haltung des Teilens werden. Emotionen sollten der Vernunft weichen. Natürlich müssen wir standfest bleiben, wenn es um unsere Überzeugungen von Säkularität, Gleichheit und

Gerechtigkeit geht. Doch diese Werte werden von einer schweigenden Mehrheit des Südens zunehmend geteilt.

Wie Pierre Beckouche, der französische Geograf, feststellt, haben Amerika und Asien längst mit einer Nord-Süd-Integration begonnen – und zwar aus pragmatischen, das heißt: ökonomischen Gründen. Wir sollten nicht länger zögern. Deshalb ist es richtig, dass Italiens Premierminister Matteo Renzi Afrika außenpolitische Priorität einräumt. Es ist richtig, dass die deutsche Kanzlerin Angela Merkel Flüchtlinge willkommen heißt – sie können der europäischen Wirtschaft neue Impulse geben. Und es ist ebenso richtig, dass Frankreichs Präsident François Hollande den Fokus auf Sicherheit und Militärinterventionen im Ausland legt. Das Mittelmeer darf Europa und Afrika nicht länger trennen. Um voranzukommen, brauchen wir Staaten, die vorangehen: Deutschland, Frankreich, Italien und Spanien.



Der Sozialdemokrat Miguel Angel Moratinos, 64, war von 2004 bis 2010 Spaniens Außenminister. Er leitet den Beirat der Thinktanks Ipe-med für die Politik der Mittelmeeranrainer. Übersetzung: Isabel Pfaff foto: euros

SUR LA TOILE

En dix ans, le monde de la communication a largement évolué et l'IPEMED a su s'adapter en modernisant son site Internet et en étant présent sur les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter et LinkedIn. Le think tank a également sa propre chaîne YouTube et a produit près de 300 vidéos.

Suivi par des milliers de personnes à travers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, le think tank nourrit ses réseaux quotidiennement et réagit à l'actualité en apportant son expertise sur différents sujets clés pour l'intégration régionale.



Compte Twitter



Compte Facebook

En 2015, l'Institut a lancé un nouveau site Internet, plus moderne, davantage axé sur les chantiers sectoriels, les analyses et les publications. Il est la vitrine de l'Institut. Il propose également des informations sur les événements phares de l'IPEMED et des analyses pertinentes des personnalités politiques et des acteurs clés de la région. Il est une plateforme ouverte vers la Méditerranée.



Les e-newsletters de l'IPEMED permettent de se tenir informé régulièrement des actualités de l'Institut. Elles jouent un rôle important dans la stratégie de diffusion de l'Institut puisqu'elles sont adressées à plus de 23 000 acteurs économiques et politiques clés, du Nord, du Sud, et de l'Est de la Méditerranée.



CHIFFRES CLÉS



Twitter

(depuis octobre 2015) :

+500 followers



Facebook :

6 764 fans

300 vidéos

sur YouTube

CHIFFRES CLÉS



1.7 millions de pages lues

sur notre site en 2015



50 000 visiteurs

uniques par an



150 000 visites

par an

CHIFFRES CLÉS



23 000 acteurs

informés

À TRAVERS SES PUBLICATIONS

CHIFFRES CLÉS



81 MONOGRAPHIES



20 PAYS CONCERNÉS
PAR NOS REFLEXIONS



110 PUBLICATIONS
DONT 25 EN ANGLAIS

Produire une réflexion partagée et des idées nouvelles et en assurer une large diffusion au Nord et au Sud de la Méditerranée a été une constante dans l'action de communication, de valorisation et de sensibilisation de l'IPEMED.

Pour y parvenir, l'Institut a développé deux grandes collections. Les ouvrages « Construire la Méditerranée » proposent des états des lieux détaillés et des analyses approfondies qui font l'objet d'une validation par le Comité scientifique de l'Institut.

La collection « Etudes et analyses » a regroupé, tout au long de ces dix années de travail, différents types de publications (« Les Notes d'IPEMED », « Les Palimpsestes », « Les projets pour la Méditerranée », « Observatoire de la coproduction en Méditerranée ») qui ont su évoluer pour mieux s'adapter à l'objectif recherché : offrir des analyses plus ciblées, en lien avec l'actualité de la région, et présenter des exemples réussis de coopération régionale et des dispositifs innovants.

Toutes les publications de l'IPEMED sont disponibles gratuitement sur notre site Internet www.ipemed.coop

2008

CNRS Strates, « Enjeux, objectifs et instruments d'une intégration régionale agroalimentaire méditerranéenne », livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale »

Construire la Méditerranée, « Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée »

Les Notes d'Ipemed, n°1, « Migrants et migrations dans le bassin de la Méditerranée »

Les Notes d'Ipemed, n°2, « L'énergie en Méditerranée situation, perspectives, contraintes et enjeux »

2010

L'Harmattan, « L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune. Services de l'eau, climat et sécurité »

Les Notes d'Ipemed, n°6, « Sécurité alimentaire en Méditerranée, un enjeu géostratégique majeur »

Les Notes d'Ipemed, n°7, « Les autoroutes de la mer, des perspectives prometteuses en Méditerranée »

Les Notes d'Ipemed n°8, « Énergies renouvelables en Méditerranée »

Les Notes d'Ipemed n°9, « Le défi énergétique en Méditerranée »

Projets pour la Méditerranée, « Pour un avenir commun en Méditerranée »

Projects for the Mediterranean, « For a common future in the Mediterranean »

2009



Construire la Méditerranée, « La Méditerranée face aux enjeux géopolitiques du 21^{ème} siècle. Une région Nord-Sud

commune, laboratoire d'une internationalisation réussie »

Les Notes d'Ipemed, n°3, « L'espace financier euroméditerranéen »

Les Notes d'Ipemed, n°4, « Un pacte agroalimentaire et rural pour l'intégration régionale euroméditerranéenne »

Les Notes d'Ipemed, n°5, « Convergence en Méditerranée »

Construire la Méditerranée, « Région méditerranéenne et changement climatique : une nécessaire anticipation »

Construire la Méditerranée, « Méditerranée 2030. Panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques »

Projets pour la Méditerranée, « La Méditerranée en 2030 : les voies d'un avenir meilleur »

Projects for the Mediterranean, "The Mediterranean in 2030 : routes to a better future"

Projets pour la Méditerranée, « Faire de l'énergie la première politique euro-méditerranéenne commune »

Projects for the Mediterranean, "Make energy the first common Euro-Mediterranean policy"

Projets pour la Méditerranée, « Une Agence méditerranéenne de l'eau pour passer de la stratégie à l'action »

Projects for the Mediterranean, "A Mediterranean water agency to move from strategy to action"

Projets pour la Méditerranée, « Sécurité alimentaire et droit à l'alimentation en Méditerranée »

Projects for the Mediterranean, "Food security and the right to food in the Mediterranean"

Projets pour la Méditerranée, « Pour une meilleure intégration de l'espace financier »

Projects for the Mediterranean, "Working towards better integration in the Mediterranean financial area"

Projets pour la Méditerranée, « Faire l'Union par les hommes : une CECA migratoire »

Projects for the Mediterranean, "Make the Union, through its people : a migratory ECSC"

Projets pour la Méditerranée, « Faire la Méditerranée des territoires, des villes et des régions »

Projects for the Mediterranean, "Make a Mediterranean area of territories, town and regions"

Projets pour la Méditerranée, « Les réseaux économiques professionnels transméditerranéens »

Projects for the Mediterranean, "Trans-Mediterranean professional economic networks"

Les Notes d'Ipemed, n°10, « Renouveler le tourisme euroméditerranéen : le grand chantier »

Les Notes d'Ipemed, n°11, « La boucle électrique et le marché euroméditerranéen de l'électricité »

Construire la Méditerranée, « Convergence en Méditerranée »

Études et analyses, collection 2iM, « Mesures pour favoriser et garantir l'investissement en Méditerranée »

Études et analyses, collection 2iM, "Measures to enhance and guarantee investment in the Mediterranean"

Études et analyses, « La Mauritanie, acteur-clé de la régionalisation euroméditerranéenne »

Études et analyses, "Mauritania : a key player in Euro-Mediterranean regionalization"

2011

Palimpsestes d'Ipemed, n°1, « Les réseaux professionnels transméditerranéens »

Palimpsestes d'Ipemed, n°2, « L'industrie allemande dans les Peco. Une intégration fondée sur la proximité, la complémentarité et la solidarité »

Palimpsestes d'Ipemed, n°3, « Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée »

Palimpsestes d'Ipemed, n°4, « Pour une réelle coopération énergétique en Méditerranée »

Construire la Méditerranée, « Méditerranée : passer des migrations aux mobilités »

Palimpsestes d'Ipemed, n°5, « La formation en Méditerranée dans l'énergie et le développement durable »

Palimpsestes d'Ipemed, n°6, « La contrainte carbone dans la région euroméditerranéenne »

Palimpsestes d'Ipemed, n°7, « La confiance dans la société numérique méditerranéenne. Vers un espace .med »

Palimpsestes d'Ipemed, n°7, "Confidence in the Mediterranean digital society. Steps towards a med.area"

Palimpsestes d'Ipemed, n°8, « Partenariats public-privé en Méditerranée. État des lieux et recommandations pour le déploiement d'une pratique harmonieuse »

Palimpseste d'Ipemed, n°8, "Public-private partnerships in the Mediterranean. Overview and recommendations for consistent practice".

Palimpsestes d'Ipemed, n°9, « La situation céréalière en Méditerranée »

Palimpsestes d'Ipemed, n°10, « Les partenariats énergétiques entre l'UE et ses voisins du Sud et de l'Est »

Études et analyses, « Tunisie : 9 propositions pour relancer le développement économique »

Études et analyses, "Tunisia, 9 propositions for boosting economic development"

Construire la Méditerranée, « Demain la Méditerranée »

Construire la Méditerranée, "Tomorrow, the Mediterranean"

Études et analyses, "Rapport stratégique. 2012-2017 : agir ensemble pour la région"

Construire la Méditerranée, « Régulations régionales de la mondialisation. Quelles recommandations pour la Méditerranée »

Palimpsestes d'Ipemed, n°11, "La Méditerranée en 2030 : les voies d'un avenir meilleur"

Palimpsestes d'Ipemed, n°11, "The Mediterranean in 2030 : routes to a better future"

2012

Les Notes d'Ipemed, n°12, « Le tourisme en Tunisie : les défis à l'heure de la transition démocratique »

Construire la Méditerranée, « Partenariats public-privé en Méditerranée »

Études et analyses, « La coopération décentralisée en France à l'heure des Printemps arabes »

Construire la Méditerranée, « Vers un espace .med. La confiance dans la société numérique méditerranéenne »

Palimpsestes d'Ipemed, n°12, « Les industriels allemands en Tunisie. Précurseurs d'un nouveau modèle de coopération Nord-Sud ? »

Construire la Méditerranée, « Partenariats stratégiques pour la sécurité alimentaire en Méditerranée (PSAM) »

Études et analyses, « Créer la confiance : bilan quinquennal de l'IPAMED »

Études et analyses, "Establish trust : IPAMED's five year report"

Construire la Méditerranée, "Carbon Constraint in the Mediterranean"

Construire la Méditerranée, « Les dynamiques des ressources agricoles en Méditerranée »

Construire la Méditerranée, « Pour une politique agricole et agroalimentaire euro-méditerranéenne »

Études et analyses, « Pour une stratégie euro-méditerranéenne de colocalisation »

Les Notes d'Ipemed, n°13, « Les systèmes de santé en Algérie, Maroc et Tunisie. Défis nationaux et enjeux partagés »

2013

Études et analyses, « Résilience urbaine face aux catastrophes naturelles en Méditerranée »

Construire la Méditerranée, « Le rôle des firmes touristiques dans le développement du tourisme au Maroc »

Construire la Méditerranée, "Turkey and the benefits of supranational regulations"

Construire la Méditerranée, « Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie »

Construire la Méditerranée, "Towards a Euro-Mediterranean Energy community"

Construire la Méditerranée, « L'économie sociale et solidaire au Maghreb : quelles réalités pour quel avenir? »

Études et analyses, « L'Europe et la Méditerranée : propositions pour construire une grande région d'influence mondiale »

Construire la Méditerranée, « Vers un marché maghrébin du médicament »

Construire la Méditerranée, "Moving towards a North African pharmaceutical market"

Construire la Méditerranée, « Politiques d'attraction des ressortissants résidant à l'étranger »

Construire la Méditerranée, « Qualité des eaux de baignade en Méditerranée »

Études et analyses, « État des lieux du secteur de l'eau en Algérie »

Construire la Méditerranée, « Les banques postales et les services financiers dans les pays du Maghreb »

2014

Études et analyses, « Les Entretiens de la communauté méditerranéenne de l'énergie »

Études et analyses, « La mobilité économique en Méditerranée »

Études et analyses, « Le choix de la confiance, Rapport d'activité 2013 »

Études et analyses, « The choice of trust, 2013 activity report »

Construire la Méditerranée, « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ? »

Construire la Méditerranée, "Financing access to water and sanitation. Is innovative funding a solution or an illusion ? "

Construire la Méditerranée, « Céréales et oléoprotéagineux au Maghreb : Pour un co-développement de filières territorialisées »

Études et analyses, « Clusters au Maghreb : Vers un modèle de cluster maghrébin spécifique »

Études et analyses, « Les technologies de l'information au Maroc, en Algérie et en Tunisie »

Études et analyses, « La coproduction dans l'ALENA : L'exemple des nouvelles générations de maquiladora »

Études et analyses, « Les transports ferroviaires au Maghreb »

Études et analyses, « Coproduction en Méditerranée : Illustrations et recommandations »

Études et analyses, "Coproduction in the Mediterranean : Examples and recommendations"

2015

Études et analyses, « Liban Post : Un modèle original de développement »

Construire la Méditerranée, « Vers un marché maghrébin du médicament : Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie »

Études et analyses, « Le choix de la confiance, Rapport d'activité 2014 »

Études et analyses, "The choice of trust, 2014 Activity report"

Observatoire de la coproduction en Méditerranée, « Dynamique des Investissements dans les pays riverains de la Méditerranée »

Observatoire de la coproduction en Méditerranée, "Investing dynamics in Mediterranean countries"

Observatoire de la coproduction en Méditerranée, « Coproduction en Tunisie : Contexte, réalisations et perspectives »

Études et analyses, « Pour un New Deal Afrique-Méditerranée-Europe : 5 programmes d'action »

Études et analyses, "For a New Deal Africa-Mediterranean-Europe : 5 action programmes"

Construire la Méditerranée, « Le commerce électronique en Afrique : Maroc, Tunisie, Sénégal et Côte d'Ivoire »

Construire la Méditerranée, "E-commerce in Africa : Morocco, Tunisia, Senegal and Ivory Coast"



À TRAVERS SON RÉSEAU D'EXPERTS

Agréger de l'intelligence et de la passion, croiser les regards, rassembler des expertises issues d'horizons géographiques et thématiques différents afin d'imaginer la Méditerranée de demain. C'est la méthode innovante déployée par l'IPEMED depuis sa création.

Depuis dix ans, l'IPEMED a mobilisé un grand nombre d'experts, reconnus dans leur domaine ; ce qui nous a permis de faire émerger des idées nouvelles et de mettre en place des dynamiques Nord-Sud réussies.



PROSPECTIVE

Pierre Beckouche, professeur des universités, Paris I Panthéon Sorbonne

Akram Belkaïd, journaliste, essayiste

Frédéric Blanc, ancien directeur général du Femise

Sidi Mohammed Cheiger, fondateur de CID International, société de conseil mauritanienne

Michel David, consultant

Christian Deblock, économiste, directeur de recherche au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Vincent Dollé, ingénieur agronome, professeur associé au IAMM de Montpellier

Gül Ertan Özgüzer, *Assistant Professor* à l'université d'économie d'Izmir

Larabi Jaidi, professeur d'économie à l'université Mohammed V de Rabat

Cécile Jolly, chef de projet «projections sectorielles d'emploi» à France stratégie

Agnès Levallois, consultante spécialiste du Moyen-Orient et des questions méditerranéennes

Françoise Nicolas, chercheur à l'Ifri (Institut français des relations internationales)

Jacques Ould Aoudia, économiste, président de « Migrations & développement »

Carmen Romero, députée européenne

Jean-Marc Sorel, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur du Cerdin (Centre de recherche français en droit international)



COPRODUCTION

Maurizio Cascioli, responsable du pôle secteur privé à l'AFD Cameroun

Amal Chevreau, ancienne directrice des études à l'IPEMED

Martin Fleury, fondateur du cabinet R.M.D.A

Guillaume Mortelier, directeur de la stratégie et du développement à BPI France

Jean-Philippe Payet, fondateur et associé chez Afrikafounders

Paulette Pommier, consultante en politiques publiques, directeur de PPP Consulting



ÉNERGIE

Houda Allal, directrice générale de l'OME

Samir Allal, économiste, maître de conférences à l'université de Versailles

Charles Abdallah, conseiller économique à la délégation de l'UE au Liban

Moncef Ben Abdallah, consultant, ancien ministre tunisien de l'Industrie et de l'énergie

Louis Boisgibault, enseignant-chercheur, Sorbonne universités, Paris Sorbonne, ENEC

Marjorie Cessac, journaliste

Madjid Chaker, consultant

Caroline Chevasson, conseiller Stratégies publiques auprès du directeur du Commissariat à l'énergie atomique

Mustapha K. Faïd, consultant senior, ancien président de SPTEC Conseil

Franck Galland, *CEO, Environmental Emergency & Security Services*

Francis Ghilès, *associate senior researcher* au CIDOB

Jacques Kappauf, consultant en énergie et pétrole

Abdelnour Keramane, directeur de la publication chez Medenergie, ancien directeur de Sonelgaz

Hypathie Nassopoulos, chercheur-PhD au CIRED (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement)

Jacques Percebois, directeur du CREDEN (Centre de recherche en économie et droit de l'énergie)

Morad Preure, président d'*Emergy – international strategic consulting*, ancien conseiller en charge de la stratégie auprès du PDG de la Sonatrach

Sadok Rabah, consultant international, ancien ministre tunisien

Samuel Somot, chercheur permanent au CNRM (Centre national de recherches météorologiques)

Stéphane Hallegatte, *senior economist* à la Banque mondiale, ancien membre du GIEC



EAU

Amine Ahlafi, consultant en développement durable

Salma Chekkouri, directrice des études à l'Agence 2D

Marie-Joëlle Kodjovi, ingénieur agronome et chercheuse

Hervé Lainé, président de l'académie de l'éthique, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts

Fadi Comair, président d'honneur du REMOB, directeur général des ressources hydrauliques et électroniques au ministère de l'Énergie et de l'eau du Liban

Jean-François Donzier, PDG de l'*International office for water*

Alexis Ghosn, ancien chef de projet à l'IPEMED

Zoé Luçon, chef de projet à ANIMA

Claude Martinand, ingénieur général honoraire des eaux et des forêts

Eric Mino, gérant et coordinateur de l'unité technique du SEMIDE (système euro-méditerranéen d'information dans le domaine de l'eau)

Morgan Mozas, ancien chef de projet à l'IPEMED

Caroline Orjebin-Yousfaoui, ancien chef de projet à l'IPEMED

Alexandre Taithe, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

Jean-Claude Tourret, ancien directeur général de l'Institut de la Méditerranée

Vincent Wallaert, chef de service Europe à Aix Marseille Métropole

AGRICULTURE

Edward Aoun, ancien chef de projet à l'IPEMED

Hassan Benabderrazik, fondateur d'Agro concept, ancien secrétaire général du ministère de l'Agriculture du Maroc

Fatima Boualam, enseignant-chercheur, docteur en économie

Lucien Bourgeois, membre de l'Académie d'agriculture de France

Foued Cheriet, maître de conférences marketing et stratégie agroalimentaires, Montpellier Supagro

Christian Dubreuil, directeur général à l'ONF

Nahid Mohavedi, docteur d'état ès sciences de gestion, économiste spécialiste du secteur rural et agroalimentaire

Jean-Louis Rastoin, ingénieur agronome, fondateur et directeur de l'unité mixte de recherche Ciheam-lamm/Cirad/Inra/IRD/Montpellier SupAgro

FINANCES

Guillaume Almeras, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Nicolas Beaussé, directeur de Mensia Conseil

Isabelle Chort, maître de conférences à l'université Paris Dauphine

Eric Diamantis, avocat, cabinet Clyde&co

Michel Gonnet, consultant, président chez Eudoxia conseil

Abderrahmane Hadj-Nacer, consultant indépendant, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie

Marc Teyssier d'Orfeuill, délégué général du Club PPP

ESS

Touhami Abdelkhaled, professeur titulaire à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA)

Malika Ahmed Zaïd, professeur des universités et directrice du laboratoire REDYL (réformes économiques et dynamiques locales) à l'université de Tizi-Ouzou

Zied Ouelhazi, consultant à NABES

MOBILITE

Ali Bensaad, géographe, chercheur associé à l'Iremam

Philippe Fargues, directeur du Migration Policy Centre à l'Institut universitaire européen de Florence.

Hervé Le Bras, chercheur émérite à l'INED et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et directeur du laboratoire de démographie historique (EHESS).

Jean-François Nallet, ancien directeur exécutif de l'AFFA (Association française de formation pour adultes) en charge de la pédagogie, des outils, des ressources et des évolutions des systèmes de formation et d'orientation

Macarena Nuño, chef de projet à l'IPEMED

Farida Souiah, post-doctorante à la chaire « Religions, migration, diasporas » à l'Institut de sciences sociales des religions contemporaines (ISS-RC) à l'université de Lausanne

TOURISME

Robert Lanquar, président de Cordoba Horizontes, ancien chargé de recherches sur les entreprises touristiques à l'OMT

Jean Viard, directeur de recherche au CNRS

Maxime Weigert, économiste régional au département de l'Afrique de l'Ouest de la Banque africaine de développement

SANTE

Farid Chaoui, professeur de gastro-entérologie, chargé de mission de la réforme de la santé et de la sécurité sociale auprès du Premier ministre dans le gouvernement Hamrouche

L. Asma El Alami El Fellousse, enseignant chercheur chez École nationale de santé publique

Michel Legros, vice-président du conseil des formations de l'École des hautes études en santé publique

Mohamed Wadie Zerhouni, pharmacien inspecteur au ministère de la Santé du Maroc

TIC

Laurent Gille, professeur d'économie, enseignant-chercheur à Télécom ParisTech

Wahiba Hammaoui, doctorante à Télécom ParisTech

Alain Ducass, ingénieur général des mines et expert international de la transformation numérique en Afrique

Rachid Jankari, journaliste spécialisé IT, consultant en nouveaux médias et directeur de Jankari Consulting

Pierre Musso, professeur à Télécom Paris Tech, titulaire de la chaire « Modélisations des imaginaires, innovation et création »

TRANSPORT

Kamel Ben Amor, consultant, ancien PDG de RFR Tunis

Yves Crozet, professeur émérite des universités Sciences Po Lyon, enseignant-chercheur au LAET

Nordine Ouabdesselam, consultant international

Christian Reynaud, ancien directeur des transports et des déplacements au département du Territoire de Belfort

À TRAVERS SON RÉSEAU D'ENTREPRISES MEMBRES

L'IPEMED n'aurait pas pu exister sans le soutien de ses entreprises membres et partenaires. Qu'elles soient ici toutes chaleureusement remerciées.

	AFD		CCI Rhône-Alpes
	Air France		CID International (Mauritanie)
	Al Badr (Liban)		Communication et systèmes
	Alstom transport		Conseil régional Île-de-France
	Areva		Conseil régional Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées
	Banque Nationale de Mauritanie		Conseil régional Nord Pas de Calais Picardie
	Blom Bank (Liban)		Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
	Bpifrance		Crédit agricole
	Byblos Bank (Liban)		Crédit agricole du Maroc (Maroc)
	Caisse des dépôts et des consignations		Crédit coopératif
	Caisses d'épargne		Dar el Handasah (Liban)
	CAIXA Bank (Espagne)		Debbas Holding (Liban)
	CCI Paris Île-de-France		Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

	EADS		Orange
	EMC		PROPARCO
	ENGIE		Renault
	FCI (Mauritanie)		RTE
	FUTURE Group (Liban)		SAFRAN
	Gek terna (Grèce)		Saint Gobain
	GIE Actif (Mauritanie)		Sanofi-Aventis
	Groupe AVRIL		SNCF
	Groupe Azizi (Mauritanie)		Société Altrad
	Groupe La Poste		Société financière tunisienne
	Groupe MATELEC (Liban)		Société Spinet Sécurité (Mauritanie)
	INDEVCO (Liban)		Suez
	Kafalat (Liban)		TALAN (Tunisie)
	KPMG		UNIMED (Tunisie)
	Liban Post (Liban)		UpM
	MACIF		



Le développement d'une politique de santé solidaire et équitable est considéré comme une base fondamentale de la cohésion sociale dans les sociétés méditerranéennes. C'est pourquoi l'IPEMED, dans le cadre de ses groupes de réflexion, a d'emblée identifié la santé comme un axe prioritaire de travail.

Les systèmes de santé dans les PSEM sont précisément en crise : médecins, usagers et décideurs sont unanimes pour dénoncer l'inefficience des politiques actuelles de santé tout en restant impuissants à y trouver des solutions. De plus, l'avenir est assombri par les travaux établissant que les transitions démographiques et épidémiologiques en cours vont modifier les besoins sanitaires et nécessiter la mobilisation de moyens humains, infrastructurels et financiers hors de portée des pays du Sud.

C'est sur ces constats que l'IPEMED a développé une première réflexion avec pour objectifs d'établir un état des lieux et de proposer les réformes structurelles nécessaires pour faire face aux graves défis que ces pays doivent affronter. Cette tâche a été confiée à des experts maghrébins, considérant qu'ils sont les meilleurs connaisseurs du terrain et les plus habilités à choisir les solutions les plus pertinentes pour leurs pays. Une deuxième réflexion a été menée, tenant compte de son caractère hautement stratégique, sur le médicament. Deux rapports ont clôturé les travaux de ces deux groupes.

Le groupe « santé IPEMED » a ensuite œuvré à sensibiliser les pouvoirs publics pour poursuivre la réflexion au niveau institutionnel (dans le cadre du Dialogue 5+5) et mettre en place les instruments juridiques et politiques de sa mise en œuvre. Dans ce sens, l'IPEMED a obtenu, en 2013, des ministres des Affaires étrangères du « 5+5 » l'inscription de la Santé comme un des thèmes prioritaires de coopération de ce groupe.

Il reste désormais à obtenir une réunion des ministres de la Santé des dix pays pour asseoir une politique de coopération sanitaire, en prenant en compte les travaux de l'IPEMED. Malgré une conjoncture politique défavorable, l'IPEMED reste persuadé que cette politique Nord-Sud en faveur de la santé des populations finira par s'imposer comme base nécessaire à une coopération juste et solidaire. »

Pr Farid Chaoui
Co-chef de projet santé



L'IPMED,
LE THINK TANK

UN OUTIL INNOVANT ET PARTICIPATIF

Créé en 2006, l'IPEMED est un think tank d'intérêt général, indépendant, international et paritaire Nord-Sud qui concentre son action sur l'économie.

► L'IPEMED A TROIS FONCTIONS PRINCIPALES :

- **produire des idées et des solutions** tournées vers l'avenir pour anticiper les évolutions et ne pas être l'otage du court terme ;
- **influencer les milieux politiques** pour qu'ils mettent en œuvre des politiques publiques qui multiplient les échanges Nord-Sud et Sud-Sud et facilitent l'intégration régionale ;
- **brasser et décloisonner les idées** pour éclairer et convaincre le plus grand nombre de décideurs ainsi que les leaders d'opinion sur les enjeux du rapprochement euro-méditerranéen.

Des convictions fortes guident l'action de notre Institut et nous permettent d'envisager une intégration régionale en profondeur. Elles sont les suivantes :

- les pays méditerranéens doivent s'allier pour peser dans la mondialisation ;
- l'intégration régionale passe par la coproduction et l'optimisation de la chaîne de valeur entre les deux rives ;
- les chefs d'entreprises du Nord et du Sud sont les promoteurs de l'intégration régionale.

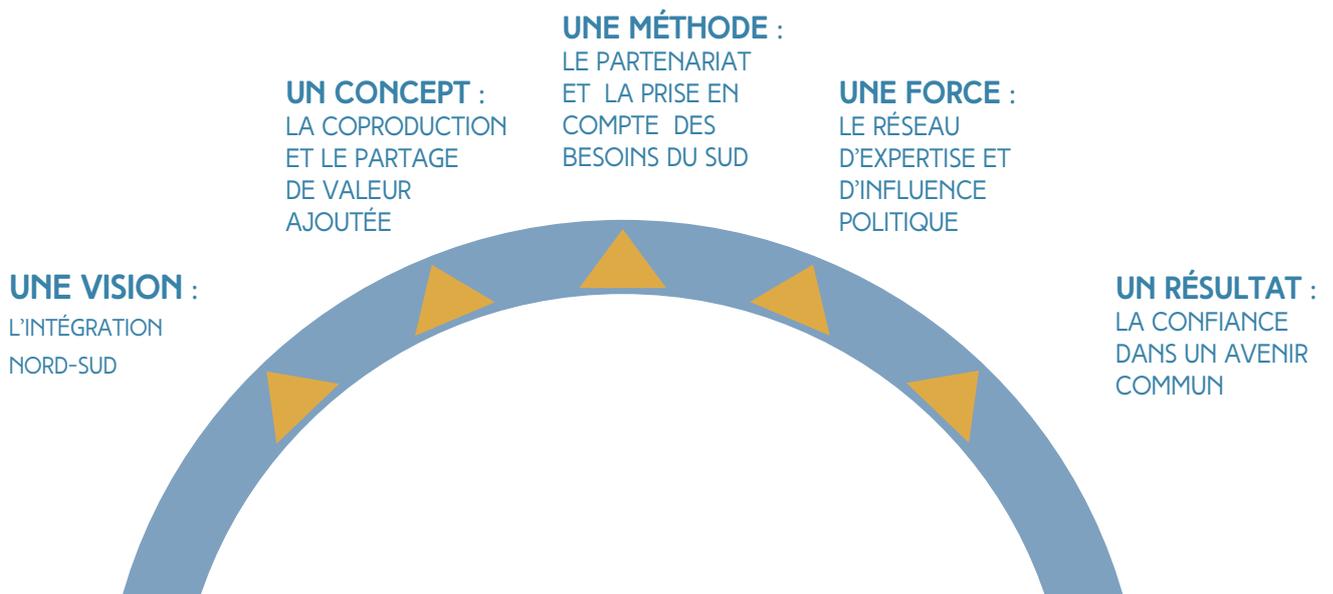
Ces convictions sont couplées à une méthode qui fait notre spécificité et qui est structurée autour de trois démarches :

- la prospective, c'est-à-dire, privilégier le temps long et l'analyse des tendances lourdes ;
- l'intérêt général pour proposer une intégration régionale en profondeur, répondant aux besoins des populations du Sud ;
- et la logique du capital car les entreprises sont au cœur de ce modèle de partenariat Nord-Sud qu'est la coproduction.

Pour établir des diagnostics partagés et élaborer de propositions innovantes et pertinentes, l'IPEMED se positionne à l'interface de trois grands types d'acteurs clés qu'il sollicite et mobilise régulièrement :

- le monde des entreprises, protagonistes stratégiques de l'intégration et de la coopération euroméditerranéenne ;
- le monde des experts du Nord et du Sud pour analyser, évaluer et faire émerger des projets concrets ;
- le monde des dirigeants politiques pour transformer les projets en actions collectives et législations.

L'IPEMED C'EST :





L'équipe IPEMED, 2016

- L'IPEMED C'EST AUSSI UNE ÉQUIPE PERMANENTE INTERNATIONALE, D'HOMMES ET DE FEMMES, QUI, AU QUOTIDIEN, REDOUBLENT D'EFFORTS POUR CONSTRUIRE CETTE MÉDITERRANÉE DE DEMAIN. EN 2016, IL S'AGIT DE :

Jean-Louis Guigou, président

Farzan Bakaoollah, directeur financier et ressources humaines

Mickaël Burlot, chargé de mission auprès du président

Marie Dupuy, assistante du président

Thibault Fabre, chargé d'études économiques

Macarena Nuño, responsable des projets internationaux

Kelly Robin, chargée d'études économiques

Stéphanie Baz, conseillère en communication et relations média

Inès Guignard, conseillère du président

Jean-Marie Paintendre, conseiller pour les affaires internationales

DES INSTANCES PARITAIRES POUR UNE GOUVERNANCE PLURIELLE

La composition des organes de gouvernance et consultatifs de l'IPEMED illustre les valeurs de parité Nord-Sud et d'indépendance politique défendues par l'Institut.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

est l'instance statutaire de direction et d'orientation de l'association. Il est composé de trois collèges, les administrateurs experts élus par et parmi les membres cotisants et bienfaiteurs ; les administrateurs fondateurs, élus par les entreprises fondatrices et le collège des personnes qualifiées désignées par les membres des deux collèges précédents.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

est composé de l'ensemble des membres fondateurs de l'Institut. Il exerce un contrôle permanent sur la gestion de l'IPEMED, valide le budget et est associé à la définition des grands thèmes de travail de l'Institut.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

est un organe consultatif qui a deux missions principales : proposer au Conseil d'administration le programme de recherche de l'année et valider les travaux scientifiques de l'IPEMED. Il peut être consulté par le Conseil d'administration sur toute question relative aux aspects scientifiques des programmes de travail de l'association. Il est constitué d'experts scientifiques, issus des deux rives de la Méditerranée, en respectant le principe de parité, fondement de l'IPEMED.

LE COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE

est un organe consultatif, paritaire et dépourvu d'attache partisane. Il est constitué de personnalités politiques ou de la société civile. Il promeut l'action de l'IPEMED et défend ses idées auprès de la sphère politique internationale. Il se réunit une fois par an afin de débattre des défis et des questions intéressant les deux rives de la Méditerranée. À cette occasion, il lance un appel aux dirigeants politiques des deux rives de la Méditerranée afin qu'ils mettent en œuvre des politiques actives en faveur de l'intégration régionale. Son ambition est aussi d'instaurer un rapport d'amitié, de confiance et de respect mutuel permettant une grande liberté d'expression, car aucun de ses membres n'est impliqué dans des responsabilités gouvernementales.

COMPOSITION AU 30 JANVIER 2016

► CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

Jean-Louis Guigou

VICE-PRÉSIDENTS

Eric Diamantis

Avocat, Cabinet Clyde&co, France

Nassim Kerdjoudj

PDG, Netskills, Algérie

Fouad Trad

Directeur général, Byblos Bank Europe, Liban

SECRÉTAIRE DU BUREAU

José Muñoz

Directeur, Suez

TRÉSORIER

Guillaume Mortelier

Directeur de la stratégie et du développement, BPI France

Zineb Abbad El Andaloussi

Gérant, Banque Rothschild, France

Jean-Louis Chaussade

PDG, Suez, France

Alexis de Maigret

Consultant Footprint, France

Henri Nallet

Ancien ministre, France

Guillaume Pepy

PDG, SNCF, France

Panagiotis Roumeliotis

Ancien ministre, Grèce

Jean-Michel Severino

Président, I&P, France

Jemal Taleb

Ambassadeur itinérant de Mauritanie

François-Aïssa Touazi

Conseiller Moyen-Orient, AXA ADRIAN, France

Dario Valcarcel

Délégué général, Estudios de Política Exterior SA, Espagne

Philippe Wahl

PDG, Groupe La Poste, France

Stéphane Yrles

Secrétaire général, Groupe AVRIL, France

Douraid Zaghouni

COO, Investment Corporation of Dubai, Tunisie

► COMITÉ SCIENTIFIQUE

Pierre Beckouche

Professeur des universités, Paris I Panthéon Sorbonne

Agnès Chevalier

Économiste, CEPII

Youssef Courbage

Démographe, Ined

Bernard Morel

Économiste, Professeur des universités

Jacques Ould Aoudia

Économiste

► COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE

PRÉSIDENT

Miguel Angel Moratinos

Ancien ministre, Espagne

VICE-PRÉSIDENTE

Aïcha Belarbi

Ancien ministre, Maroc

André Azoulay

Conseiller du Roi du Maroc

Joachim Bitterlich

Ancien conseiller du Chancelier, Allemagne

Emma Bonino

Ancienne ministre, Italie

Georges Corm

Ancien ministre, Liban

Kemal Dervis

Ancien ministre, Turquie

Amr El Shobaky

Ancien membre du Parlement, Égypte

Iqbal Gharbi

Universitaire, Tunisie

Elisabeth Guigou

Ancien ministre, présidente de la commission des affaires étrangères, France

Medhi Jomaa

Ancien premier ministre, Tunisie

Alain Juppé

Ancien premier ministre, France

Eneko Landaburu

Ancien chef de délégation de la Commission européenne, Espagne

Enrico Letta

Ancien président du Conseil, Italie

Denis Mac Shane

Ancien ministre, Royaume-Uni

Robert Malley

Conseiller du président, EE.UU

Fathallah Oualalou

Ancien ministre, Maroc

Josep Pique

Ancien ministre, Espagne

Romano Prodi

Ancien président du Conseil et de la Commission européenne, Italie

Jean-Pierre Raffarin

Ancien premier ministre, France

Carmen Romero Lopez

Députée européenne, Espagne

Panagiotis Roumeliotis

Ancien ministre, Grèce

► CONSEIL DE SURVEILLANCE

PRÉSIDENT

Xavier Beulin

Président, Groupe AVRIL

VICE-PRÉSIDENTS

Isidro Fainé

Président, Caixa Bank

Neemat Frem

Président, Groupe INDEVCO

Khater Abi-Habib

Président, Kafalat

François Bassil

Président, Byblos Bank

Abdessalem Ben Ayed

PDG, Groupe Al Badr

Ridha Charfeddine

PDG, Groupe Unimed

Jean-Louis Chaussade

PDG, Suez

Khalil Daoud

Président, Liban Post

Elias Doumet

Président, Groupe MATELEC

Pierre-René Lemas

Directeur général, Caisse des dépôts et des consignations

Fouad Makhzoumi

Président, FUTURE Group

Gérard Mestrallet

PDG, Engie

Alain Montarant

Président, Groupe MACIF

Jay Nirsimloo

Président du directoire, KPMG

Guillaume Pepy

Président, SNCF

Stéphane Richard

PDG, Orange

Philippe Wahl

PDG, Groupe La Poste

LES MEMBRES FONDATEURS

Al Badr Tunisie * Byblos Bank Liban * Caisse des dépôts et des consignations France * CAIXA Bank Espagne * ENGIE France * FUTURE Group Liban * Groupe AVRIL France * Groupe La Poste France * Groupe MATELEC Liban * INDEVCO Liban * Kafalat Liban * KPMG France * Liban Post Liban * Orange France * SNCF France * Suez France * UNIMED Tunisie *

LES MEMBRES BIENFAITEURS

BPI France * CCI Paris Île-de-France * Crédit coopératif France * Conseil régional Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées * MACIF France * TALAN Tunisie

LES SUBVENTIONS

AFD * Conseil régional Île-de-France * Conseil régional Nord Pas de Calais Picardie * Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur * PROPARGO

“ Comme l’a montrée l’étude menée par l’IPEMED sur les politiques migratoires comparées entre Europe, USA et Canada, ces deniers assument clairement une ambition d’augmentation démographique, d’accroissement de la population active, d’attraction des compétences et de rayonnement mondial par les migrations. L’étude a concrètement montré les bénéfices mutuels d’un élargissement des mobilités faisant du migrant un acteur du développement ici et là-bas, facteur puissant d’intégration régionale.

Le redéploiement du projet à l’échelle de La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe, poserait la question migratoire dans sa dimension réelle, en permettant que s’élaborent des approches mutuellement bénéfiques à l’échelle à laquelle s’effectue aujourd’hui la circulation des personnes. »

Jacques Ould Aoudia
Membre du Comité scientifique



DE LA MÉDITERRANÉE MARGINALE
A LA MÉDITERRANÉE CENTRALE :
AN 1 DE LA VERTICALE

LA VERTICALE AME

ERIC DIAMANTIS
Président du fonds de
dotation de La Verticale



JEAN-LOUIS GUIGOU
Fondateur de
La Verticale



L'AVENIR DE LA MÉDITERRANÉE : CAP AU SUD !

→ LA FIN D'UN CYCLE EURO-MÉDITERRANÉEN

L'annonce de la révision de la politique de voisinage menée par l'UE en 2015 semble clore aujourd'hui un cycle entamé en 1995 par le processus de Barcelone. Associant de plus en plus de voisins de l'Est à travers la PEV, l'Union européenne a quelque peu marginalisé l'espace méditerranéen.

Dans le contexte d'instabilité actuelle, penser et construire l'espace euro-méditerranéen est plus que jamais nécessaire. L'outil de prospective qu'est l'IPEMED n'a cessé de le faire durant la dernière décennie. Les pays de cette région partagent incontestablement des intérêts, mais aussi des enjeux communs qui dépassent le cadre national. C'est le cas des flux migratoires, des contraintes écologiques et climatiques, du chômage des jeunes, mais aussi des menaces terroristes. Les notions de proximité et de complémentarité sont également au cœur de cette région et définissent de façon croissante les relations économiques des entreprises.

Toutefois, cet espace n'est plus suffisant pour faire face à la mondialisation et pour encadrer les politiques de développement. Plusieurs raisons à cela :

- des forces économiques sont à l'œuvre. Considérant que la mobilité et que les échanges de biens, de capitaux et d'informations vont croître de façon significative dans l'espace EMA (Europe-Méditerranée-Afrique), les grandes entreprises internationales adoptent de plus en plus un découpage opérationnel calqué sur cette région ;
- les acteurs politiques s'engagent eux aussi dans des coopérations à plus grande échelle et saisissent l'enjeu crucial qui se joue aujourd'hui en termes de partenariat et de coopération avec ses voisins les plus proches et avec les voisins des voisins.

Cette transformation des comportements des acteurs – aussi bien publics que privés – s'inscrit dans une tendance lourde : la régionalisation de l'économie mondiale.

→ LA RÉGIONALISATION DE LA MONDIALISATION

La mondialisation a obligé les entreprises à élargir leur champ d'action et a favorisé des accords de libre-échange tous azimuts. Face à ce processus à l'œuvre durant près de trente ans, on assiste aujourd'hui avec la régionalisation à la montée en puissance d'un autre processus d'internationalisation des économies qui valorise la proximité et la complémentarité.

C'est tout le sens de la coproduction avec le redéploiement des chaînes de valeur et le partage de la valeur ajoutée. En effet, les grandes régions que sont l'ASEAN et l'ALENA fournissent aux industriels la sécurité des investissements, l'harmonisation des normes et l'interconnexion des réseaux : si le « quartier d'orange » que représentent l'espace euro-méditerranéen et son Sud-africain veut s'imposer dans le rapport de force mondiale, il est impératif de s'engager dès à présent dans la construction d'une grande région mondiale Afrique-Méditerranée-Europe.

Le temps de la croissance partagée, durable et inclusive entre une Europe vieillissante et un continent africain dynamique est venu.



→ DE LA MÉDITERRANÉE MARGINALE À LA MÉDITERRANÉE CENTRALE

Il convient aujourd'hui de « capitaliser » sur la région méditerranéenne afin de mobiliser un espace régional plus large et de mettre cap au Sud.

Plutôt que de porter une réflexion en termes d'horizontalité, de voisinage ou encore de périphérie, l'IPEMED choisit la logique d'intégration verticale, à travers la construction d'une grande région Afrique-Méditerranée-Europe. Il existe une proximité et une complémentarité substantielle entre ces trois zones politiques et économiques et la Méditerranée en est le point de gravité.

C'est dans cette optique que le projet de fondation internationale La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME) est né, avec un concept partagé à la fois par les deux rives de la Méditerranée. Il s'inspire directement de ce que réalisent la CEPALC et l'ERIA, organisations respectivement liées à l'ALENA et à l'ASEAN et prévoit, à ce titre, de mettre en place un véritable réseau de laboratoires avec un programme et une charte en commun.

Le projet de fondation internationale La Verticale est prêt. Il faut maintenant le mettre en œuvre. Après le recueil des soutiens politiques (auprès de la Ligue Arabe, l'Union africaine et l'Union européenne), l'étape suivante se situe désormais au niveau institutionnel.

Il est temps que les Européens passent d'un esprit de conquête à un esprit de partage et que les Africains passent des paroles aux actes et qu'ensemble, avec leurs partenaires méditerranéens, ils construisent cette grande région.



UN REGARD NEUF SUR L'AFRIQUE : PAROLES D'ACTEURS

L'IPEMED s'engage pour l'avenir à travers le projet de fondation La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe, qui se déclinera à travers plusieurs démarches:

- la mise en place d'un think tank en réseau disposant de différentes antennes. Creuset politique et intellectuel de la fondation, il permettra d'éclairer les tendances lourdes qui sont à l'œuvre et de favoriser celles qui vont dans le sens de l'intégration ;
- l'animation d'un forum transnational de chefs d'entreprise permettant aux entrepreneurs de parler d'une seule voix aux décideurs politiques ;
- la constitution d'une instance paritaire regroupant des personnalités politiques reconnues au sein des trois espaces qui assurera le portage politique opérationnel ;
- l'organisation de séminaires thématiques réguliers, capitalisant sur l'expérience de l'IPEMED, dont le but est de favoriser le « brassage » des décideurs publics, privés et associatifs ;
- la mise en place d'une plateforme de mutualisation des informations stratégiques sur l'intégration régionale dans le monde.

“

Je voudrais [...] vous marquer tout mon accord et mon soutien pour cette initiative. L'observation de l'évolution économique et sociale des deux continents montre à quel point ils sont liés et à quel point un cadre permanent de réflexion stratégique est nécessaire pour guider cette évolution. »

Majhamadou Issoufou
Président de la République du Niger

“

L'IPEMED est devenu un acteur européen incontournable concentrant ses efforts sur une approche pratique de partenariat vers l'axe sud de l'Europe négligé trop longtemps par les politiques européennes – en premier lieu sur la Méditerranée, « mare nostrum » européen comme la Mer du Nord ou la Mer baltique, mais aussi vers l'Afrique. Deux voisins vitaux pour l'Europe – deux domaines pour lesquels l'idée de base d'une véritable politique de voisinage devrait s'exécuter de la même manière comme vers l'est !

D'où l'appel urgent de la part de l'IPEMED aux institutions européennes de concevoir et d'exécuter sans délai une politique et un programme de partenariat pratique avec ses pays de la rive Sud de la Méditerranée qui se trouvent menacés dans leur existence par un extrémisme politico-religieux.

D'où mon souhait que l'IPEMED se mette également en tête des réflexions sur une refonte profonde de la politique européenne de développement vers une politique concertée, voire intégrée.

D'où mon souhait que l'IPEMED devienne progressivement un porte-parole européen qui intègre davantage les voisins allemands dans ses réflexions et approches. »

Joachim Bitterlich

Ambassadeur e.r.,

Ancien Conseiller européen, diplomatique et de sécurité extérieure du Chancelier Helmut Kohl,

Professeur affilié à l'ESCP Europe Paris

Membre du COP

“

La construction de grands ensembles économiques est une constante positive de l'interconnexion croissante entre les peuples et les États telle que les récentes années ont pu en être témoins. Les exemples historiques de l'Union européenne et des autres grands regroupements régionaux le prouvent à plus d'un titre. D'abord parce qu'ils permettent une communauté de développement intégrative et respectueuse des individualités, pour peu que les États et leurs institutions veillent à réguler et à harmoniser ce développement. Ensuite parce qu'en favorisant l'échange des biens et services, ils repoussent de plus en plus loin les obscurantismes idéologico-religieux qui restent les menaces les plus sérieuses au bien-être commun.

Voilà pourquoi l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), engagée depuis bientôt un demi-siècle dans la consolidation de cette rencontre des peuples par la rencontre de leurs représentants légitimes, croit fermement qu'il existe une véritable convergence d'intérêts entre les pays du Nord et ceux du Sud de la Méditerranée.

Des intérêts politiques certes, tel que l'histoire de notre institution s'acharne à le démontrer. Mais aussi et surtout de riches intérêts économiques et commerciaux que l'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED) souhaite non pas uniquement révéler et rappeler, mais surtout accompagner par des initiatives tangibles comme le co-développement des filières agricoles, ou encore la mise en place d'un système financier intégré. Le partenariat entre l'APF et l'IPEMED était dès lors une entreprise toute naturelle et bénéfique.

Ce partenariat est d'autant plus pertinent en ce qu'il permet d'envisager un renforcement par le parlementarisme, de l'un des programmes les plus ambitieux de l'IPEMED, La Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME). C'est la qualité de M. Jean-Louis Guigou de savoir réunir sous un même projet, dans un même objectif, des partenaires diversifiés œuvrant en synergie et complémentarité.

La Verticale AME s'appuie sur les idées fortes et novatrices de développement endogène et inclusif, d'aménagement du territoire, de promotion de l'économie sociale et solidaire d'une part, et sur des actions concrètes touchant le quotidien des populations qui habitent cet espace. Des sujets et des actions sur lesquels l'APF peut et veut apporter sa contribution à la mise en place d'initiatives cohérentes et fructueuses, pour le bien des populations de l'espace francophone, et pour les peuples de l'Afrique, de la Méditerranée et de l'Europe. »

Pascal Terrasse

Secrétaire général parlementaire de l'APF et député (France)

Direction de la publication : IPEMED

Coordination générale et secrétariat de rédaction : Macarena Nuño

Ont participé à la rédaction : Stéphanie Baz, Mickaël Burlot, Laura Fabre, Thibault Fabre, Michel Gonnet, Marie Henly, Macarena Nuño, Jean-Marie Paintendre, Kelly Robin.

Conception et réalisation : Agence de communication Atchum

Traduction : Anaïs Thieuleux

© Tous droits réservés IPEMED 2016

Publication manager – IPEMED

General coordination and Editor in chief – Macarena Nuño

Contributors : Stéphanie Baz, Mickaël Burlot, Laura Fabre, Thibault Fabre, Michel Gonnet, Marie Henly, Macarena Nuño, Jean-Marie Paintendre, Kelly Robin.

Designed by : Agence de communication Atchum

Translator : Anaïs Thieuleux

© All rights reserved IPEMED 2016